



Secteur Privé & Développement

LA REVUE DE PROPARCO QUATRIÈME TRIMESTRE 2020

LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN RÉPONSE AUX ENJEUX GLOBAUX

PERSPECTIVES DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES
DE DÉVELOPPEMENT EUROPÉENNES

EDFI European
Development
Finance
Institutions

PROPARCO
GROUPE AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

TABLE DES MATIÈRES

04 CONTRIBUTRICES ET CONTRIBUTEURS

06 CADRAGE

*Promotion d'un développement durable :
mieux reconstruire avec l'aide des
institutions financières de développement*
Par Dirk Willem te Velde

10 ÉTUDE DE CAS

*Financement mixte et partenariats :
pour une croissance économique
résiliente au changement climatique*
Par Aart Mulder

14 ANALYSE

*L'investissement axé sur le genre :
les solutions du secteur privé au service
de l'égalité femmes-hommes*
Par Jessica Espinoza

20 ANALYSE

*Au-delà des émissions évitées, les IFD
cherchent à éliminer du carbone*
Par Kenneth Söderling

24 ÉTUDE DE CAS

*La lutte contre le changement climatique
passe aussi par des projets d'énergie
renouvelable à petite échelle*
Par Camille Fronville

26 CHIFFRES-CLÉS

30 FOCUS

*En réponse au Covid-19, soutenir
les entreprises et l'économie dans la crise*
Par Yasemin Saltuk Lamy

34 OPINION

*Soutenir l'initiative privée dans les pays
fragiles : quel rôle pour les institutions
financières de développement ?*
Par Sébastien Fleury

38 FOCUS

*Le nouveau modèle de mesure d'impact
conçu par Cofides*
Par José Luis Curbelo

40 ANALYSE

*Mobiliser les capitaux du secteur privé
en faveur des ODD*
Par Søren Peter Andreasen

**Grégory Clemente***Directeur général,
Proparco***Bruno Wenn***Président,
EDFI*

Les institutions financières ont prouvé leur capacité à être un catalyseur majeur de changement positif. Or il n'a jamais été aussi important d'agir collectivement et avec détermination, au moment où nous devons nous assurer d'une reprise durable et inclusive après la pandémie de Covid-19. Les 11 et 12 novembre 2020, les banques publiques de développement (BPD) du monde entier ont décidé de se rassembler à l'occasion du premier sommet mondial « Finance en Commun ». L'objectif est de coordonner notre action afin de faire face à la crise actuelle, tout en contribuant aux Objectifs de développement durable (ODD) et à la mise en œuvre de l'Accord de Paris sur le climat.

Ensemble, les 450 BPD participantes à ce sommet allouent en moyenne, chaque année, plus de 2 000 milliards de dollars de financement, ce qui représente 10 % du montant total investi dans le monde entier par toutes les institutions, publiques et privées confondues. Les BPD contribuent à la transformation aussi bien économique qu'environnementale et sociale des pays en développement.

Au cours des dix dernières années, les institutions financières de développement (IFD) – les banques publiques de développement s'adressant au secteur privé dans les pays à revenus faibles et intermédiaires –, se sont positionnées au cœur même du financement mondial du développement. Les IFD bilatérales européennes sont devenues des contributrices majeures aux efforts de mobilisation du secteur privé pour atteindre les ODD à l'horizon 2030. Dans ce contexte, nos institutions ont connu une forte croissance et un renforcement de leurs pratiques d'investissement. Aujourd'hui, les IFD européennes ont l'ambition de servir de modèles aux autres investisseurs en matière d'impact durable sur le développement.

Au niveau européen, l'association EDFI encourage depuis plus de 25 ans la collaboration entre ses membres, ainsi qu'avec les autres institutions européennes et multilatérales. EDFI offre une plateforme efficace permettant de promouvoir les réseaux des IFD européennes, de stimuler l'innovation industrielle et de nourrir la réflexion des décideurs politiques. Elle gère également des outils de financement communs au nom de ses membres, grâce à EDFI Management Company.

Dans cette édition spéciale du magazine *Secteur Privé & Développement*, quelques-unes des institutions membres d'EDFI partagent leurs points de vue et explorent les moyens d'intensifier leur collaboration avec d'autres institutions financières. Elles passent également en revue un certain nombre de défis globaux en matière de développement : que peuvent faire les BPD et les IFD pour appuyer le secteur privé dans les pays en voie de développement et renforcer les effets dans les domaines de l'égalité femmes-hommes, de la création d'emplois décents et du climat ? Comment les IFD européennes peuvent-elles avoir un impact sur les ODD essentiels et le climat ? Quels moyens sont déployés pour aider les petites et moyennes entreprises (PME) à surmonter l'épidémie de Covid-19 ? Comment les IFD et leurs partenaires peuvent-ils contribuer à améliorer le climat des affaires dans le secteur privé des pays fragiles et touchés par des conflits ? Des experts du réseau EDFI apportent ainsi leurs réponses à ces questions cruciales.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.



José Luis Curbelo
Directeur général, Cofides

José Luis Curbelo est président et directeur général de Cofides depuis juillet 2018. Avant cette nomination, il a occupé différents postes : vice-président aux stratégies de développement et politiques publiques, et économiste en chef à la Corporation andine de développement (CAF) pour l'Amérique latine ; directeur général de l'Institut basque de compétitivité (Orkestra) ; responsable du développement des petites entreprises pour le compte du Fonds multilatéral d'investissement (FOMIN) à la Banque interaméricaine de développement (BID). Il est titulaire d'un doctorat de l'université de Californie à Berkeley et d'un master de l'université du Wisconsin à Madison. Il a également suivi plusieurs cursus dans d'autres universités, dont Harvard.



Jessica Espinoza
Responsable Global Gender Finance, DEG

Jessica Espinoza est présidente du 2X Challenge et responsable *Global Gender Finance* dans le département stratégie d'entreprise et politiques de développement de la DEG. Avec une expérience de plus de dix ans dans le secteur de la banque et de l'investissement, elle a piloté des opérations de dette, de financement mezzanine et d'investissements en capital sur les marchés de différents pays en développement, avec une attention particulière à la notion d'impact social. Avant de rejoindre la DEG, elle a été membre du comité de direction de ProCredit Bank au Nicaragua, et responsable du bureau régional Afrique de l'organisation MicroFinance Transparency, au Ghana.



Sébastien Fleury
Directeur « Investir en environnement complexe », Proparco

Sébastien Fleury a rejoint l'Agence française de développement (AFD) en 2003, d'abord à la direction financière, puis à la direction des risques, où il a suivi le portefeuille non souverain de l'AFD. De 2013 à 2016, il a été représentant de Proparco en Asie du Sud puis, à son retour à Paris, il a pris la direction du réseau international de Proparco et des partenariats avec les institutions financières de développement européennes. Depuis 2019, il anime et coordonne les activités de Proparco dans les pays fragiles et les environnements complexes.



Camille Fronville
Manager et responsable d'investissements senior Infrastructures, BIO

Camille Fronville est responsable du département Infrastructures de BIO. Cette équipe se concentre sur les projets d'infrastructures qui procurent des services de base aux populations et à l'écosystème entrepreneurial. Leur liste – non limitative – comprend notamment les énergies renouvelables, les télécommunications et le secteur du transport et de la logistique. Camille Fronville intervient depuis une dizaine d'années dans le domaine des énergies renouvelables. Avant de rejoindre BIO, elle a travaillé pour la banque Triodos, où elle était chargée des financements de projets éoliens, solaires et hydroélectriques en Europe. Elle est titulaire d'un master en finance (ICHEC, Bruxelles) et en environnement et gestion des ressources (Vrije Universiteit, Amsterdam).



Aart Mulder
Gestionnaire du Fonds néerlandais pour le climat et le développement, FMO

Aart Mulder est gestionnaire du Fonds néerlandais pour le climat et le développement (*Dutch Fund for Climate and Development*, DFCD). Il travaille pour la banque de développement néerlandaise, FMO, dans le département Partenariats pour la recherche d'impact (*Partnerships for Impact*). Aart Mulder se passionne en particulier pour les solutions de lutte contre le changement climatique et de réduction de la pauvreté – selon lui, les deux plus grands défis auxquels le monde doit faire face.



Søren Peter Andreasen
Directeur général, EDFI

Avant de rejoindre EDFI en 2016, Søren Peter Andreasen a travaillé pendant 15 ans dans l'univers du conseil, en tant que spécialiste du développement, du financement et de l'investissement dans les pays émergents. Il est titulaire d'un master en politiques publiques de l'université d'Harvard. Il a débuté sa carrière auprès du secrétariat des Nations unies, à New York, avant de rejoindre McKinsey & Company à Copenhague. Par la suite, il a fondé le cabinet de conseil Dalbeeg Global Development Advisors.



Yasemin Saltuk Lamy

Directrice adjointe des investissements pour les Catalyst Strategies, CDC

Yasemin Lamy a rejoint CDC en tant que directrice adjointe des investissements en août 2018. Elle est responsable des *Catalyst Strategies*, qui visent à produire de l'impact et à développer les innovations en Afrique et en Asie du Sud. Auparavant, elle a passé trois ans chez Omidyar Network, où elle a créé deux nouveaux portefeuilles : l'un consacré au développement des technologies d'identité numérique comme facteur d'autonomisation, l'autre destiné à établir des capacités de détection des tendances. Elle avait précédemment occupé différentes fonctions pour la banque J.P. Morgan.



Kenneth Söderling
Analyste d'impact, Finnfund

Kenneth Söderling est analyste d'impact au sein de l'équipe *Development impact* de Finnfund. Son travail se concentre sur la mesure d'impact et la comptabilisation des émissions, émissions évitées et éliminations de carbone, au niveau des projets individuels comme de l'ensemble du portefeuille. Il est titulaire d'un master en économie de l'environnement de l'université d'Helsinki.



Dirk Willem te Velde

Directeur de programme, International Economic Development Group, ODI

Dirk Willem te Velde est chargé de recherche et directeur pour le développement économique international au sein de l'ODI. Il dirige le volet *Supporting Economic Transformation* et intervient en tant que responsable de recherche dans le cadre du programme sur la croissance DFID-ESRC. Il a été chef d'équipe pour la rédaction, en 2015, du Rapport européen sur le développement (ERD). Il est également intervenu dans les travaux parlementaires sur la réforme de CDC, conduits par l'International Development Select Committee de la Chambre des communes du Royaume-Uni.

Les membres de l'association EDFI

Les 15 membres de l'association des Institutions financières de développement européennes (EDFI) œuvrent au développement des entreprises du secteur privé dans les pays en développement et les économies émergentes. Ils sont mandatés par leur gouvernement pour contribuer aux Objectifs de développement durables (ODD), créer des emplois, stimuler la croissance, et lutter contre la pauvreté et le changement climatique.



Promotion d'un développement durable : mieux reconstruire avec l'aide des institutions financières de développement

 Dirk Willem te Velde, Directeur de programme, International Economic Development Group, ODI

Pour créer les conditions de la reprise et d'un développement plus durable à l'issue de l'épidémie de Covid-19, le secteur privé est essentiel. Dans les pays les plus pauvres, cependant, le manque de financements ne permet pas au secteur privé de jouer ce rôle. Comparées aux banques de développement nationales, les institutions financières de développement (IFD) ont un accès facilité aux financements dans les pays les plus pauvres, et à un coût nettement inférieur à celui du capital. De ce fait, les banques locales peuvent s'appuyer sur ces financements pour saisir plus largement les opportunités d'investissement dans le secteur privé. La crise actuelle offre ainsi aux IFD un contexte favorable pour intensifier leur soutien aux entreprises privées.

UN ARTICLE DE
 **DIRK WILLEM TE VELDE**

Directeur de programme, International Economic Development Group, ODI

Dirk Willem te Velde est chargé de recherche et directeur pour le développement économique international au sein de l'ODI. Il dirige le volet *Supporting Economic Transformation* et intervient en tant que responsable de recherche dans le cadre du programme sur la croissance DFID-ESRC. Il a été chef d'équipe pour la rédaction, en 2015, du Rapport européen sur le développement (ERD), avec pour thème « Combiner le financement et les politiques dans la mise en œuvre d'un programme de transformation pour l'après 2015 ». Il est également intervenu en tant qu'expert en financement du développement dans les travaux parlementaires sur la réforme de CDC, conduits par l'*International Development Select Committee* de la Chambre des communes du Royaume-Uni.

Le monde est actuellement confronté à des enjeux globaux sans précédent, qui déterminent le contexte du développement, en particulier dans les pays les plus pauvres.

Changement climatique, pandémies, crises financières, fluctuations du prix des denrées alimentaires et du pétrole, menaces sur la sécurité, raréfaction des terres, de l'énergie, des ressources en eau, pau-

vreté : tous ces éléments redéfinissent le contexte dans lequel s'inscrivent les efforts de développement. Le financement d'un développement axé sur le secteur privé joue un rôle essentiel pour faire face à ces enjeux. Il permet de canaliser les flux de capitaux internationaux là où ils sont les plus nécessaires, et s'ajoute à une collaboration et à des règles internationales, ainsi qu'à l'action coordonnée des gouvernements nationaux.

LES ENJEUX MONDIAUX DU DÉVELOPPEMENT

La pandémie de Covid-19 a conduit la planète à une récession majeure, d'une ampleur inédite depuis la Seconde Guerre mondiale. En 2020, elle devrait précipiter entre 88 et 115 millions de personnes dans l'extrême pauvreté, et faire reculer la lutte contre la misère d'environ trois ans¹. La communauté internationale du développement

s'intéresse donc de près aux moyens qui permettront de se remettre de cette crise avec davantage de résilience, afin de pouvoir relever ces multiples défis. Cela inclut en particulier une réflexion sur la création d'un secteur privé plus solide, susceptible de mieux reconstruire et de promouvoir un développement durable.

¹ Blogs de la Banque mondiale, *Updated estimates of the impact of COVID-19 on global poverty: The effect of new data*, octobre 2020.

Jusqu'ici, le secteur privé n'est pas parvenu à trouver des solutions adaptées face à l'urgence des défis planétaires. Nous savons pourtant qu'il est impossible de créer de l'emploi, générer de l'énergie, produire suffisamment de nourriture et travailler à une meilleure reprise sans l'intervention du secteur privé. La question n'est donc pas de savoir si le secteur privé joue un rôle dans le développement durable, mais de déterminer quel doit être ce rôle et comment le rendre plus efficace. Les imperfections sur les marchés du crédit montrent que les entreprises privées ne sont toutefois pas en mesure de générer ou d'obtenir les montants de financement adéquats, en particulier dans les pays les plus pauvres. Ce déficit de financements les empêche de croître et de créer des emplois, d'investir dans l'innovation en matière d'efficacité énergétique ou de réorienter leurs activités vers la production d'équipements individuels de protection sanitaire, alors même que ces opportunités peuvent s'avérer rentables.

“ Jusqu'ici, le secteur privé n'est pas parvenu à trouver des solutions adaptées face à l'urgence des défis planétaires. Nous savons pourtant qu'il est impossible de créer de l'emploi, générer de l'énergie, produire suffisamment de nourriture et travailler à une meilleure reprise sans l'intervention du secteur privé. ”

C'est là que les IFD² ont un rôle à jouer en apportant des fonds au secteur privé, sous la forme de prêts, de garanties ou de participations au capital. Leurs actionnaires (pays donateurs) mettent à leur disposition du capital et des dotations, inclus dans l'aide publique au développement (APD). Les IFD les utilisent pour accorder des prêts et prendre des participations en capital susceptibles de mobiliser d'autres sources de financement, y compris des financements privés.

LE RÔLE DU DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ

Il est donc facile de saisir le rôle du secteur privé à travers l'approche *building back better* (voir encadré), dont l'objectif est d'assurer un avenir plus pérenne, plus équitable et plus écologique. Des centaines de millions d'emplois ont disparu dans le monde en 2020, en raison de l'érosion de la demande entraînée par les politiques de confinement – et la plupart de ces emplois concernaient des entreprises du secteur privé, en particulier du tertiaire et de l'industrie manufacturière. En Afrique par exemple, du fait de l'épidémie de Covid-19, le secteur privé est confronté à une récession massive, inédite depuis 25 ans. Cette situation met en péril plus de 20 millions d'emplois ainsi que, bien souvent, les moyens de subsistance, faisant basculer des millions de personnes dans la pauvreté.

Certaines entreprises ont fait preuve de résilience, recourant à des solutions numériques ou se mettant à

produire des équipements de protection individuelle. Mais beaucoup n'ont pas cette résilience, ou ne sont pas à même de réagir, faute de financement ou de mesures d'accompagnement. L'Afrique n'a pas la capacité de mettre en place les mesures de relance économique qui seraient nécessaires pour protéger ces emplois. Cela impacte pour de nombreuses années le développement du secteur privé et la création d'emplois sur le continent, effaçant tout espoir d'une reconstruction résiliente. Il est donc urgent de fournir des liquidités supplémentaires au secteur privé en Afrique. Les bailleurs de fonds internationaux ont commencé à intensifier leur soutien, à travers l'aide apportée notamment par la Banque mondiale, le FMI, l'OMS et la Commission européenne. Mais ce soutien ne semble pas parvenir au secteur privé de façon satisfaisante, en particulier dans les pays les plus pauvres.

2 • La Société financière internationale (SFI), les IFD européennes telles que CDC Group au Royaume-Uni (anciennement Commonwealth Development Corporation), la Société allemande d'investissement et de développement (DEG), Proparco (filiale de l'Agence française de développement consacrée au secteur privé), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) ou encore la Banque européenne d'investissements (BEI).

“ Pour créer les conditions de la reprise à l'issue de l'épidémie de Covid-19, le secteur privé est essentiel mais, dans les pays les plus pauvres, le manque de financements et d'accès aux aides publiques l'empêche de jouer ce rôle. ”

Dans une récente étude de la Banque mondiale, une partie seulement des entreprises interrogées disaient avoir accès à l'aide publique, avec en outre des résultats nettement moins bons dans les pays à faibles revenus. Ainsi, dans les pays dont le PIB ne dépasse pas 2 500 dollars par habitant, seulement

4,6 % des entreprises ont accès à des mesures de soutien gouvernemental, ce pourcentage atteignant en revanche 37,9 % dans les pays dont le PIB par habitant est supérieur à 10 000 dollars. Plusieurs raisons expliquent cette situation, en particulier le fait que beaucoup d'entreprises du secteur privé font aussi partie de l'économie informelle et sont donc difficiles d'accès. En outre, les mesures de soutien sont insuffisamment financées et, lorsque ces financements existent, ils ne parviennent pas nécessairement jusqu'aux entreprises qui en ont besoin. Il est urgent d'accorder une plus grande attention au soutien des banques de développement nationales, qui sont capables d'accéder au secteur privé local.

QUELLES SONT LES PROCHAINES ÉTAPES POUR LES IFD EUROPÉENNES ?

Pour créer les conditions de la reprise à l'issue de l'épidémie de Covid-19, le secteur privé est essentiel mais, dans les pays les plus pauvres, le manque de financements et d'accès aux aides publiques l'empêche de jouer ce rôle. Les banques nationales de développement et autres institutions financières locales ont bien souvent les connaissances pour aider le secteur privé, mais ont besoin pour cela de liquidités supplémentaires. En outre, ces banques présentent souvent des besoins de renforcement des capacités et de consolidation institutionnelle, en particulier dans leur collaboration avec le secteur privé. Les IFD sont pour leur part en mesure d'accéder aux financements avec une relative facilité et à un coût inférieur à celui du capital dans les pays en développement. Dans ce contexte, les banques nationales de développement et les IFD ont tout intérêt à établir des partenariats plus fréquents pour mettre en œuvre des solutions conjointes de financement du secteur privé. Les premières apportant leur connaissance du terrain et des réseaux locaux, les secondes des financements et une expertise du secteur privé.

Si la nécessité d'aider le secteur privé s'impose comme une évidence – les pays développés l'ont d'ailleurs inscrite tout en haut de leurs plans de relance –, les pays en développement n'ont en revanche pas les moyens de pratiquer ce soutien au niveau requis. De leur côté, les bailleurs de fonds interviennent plutôt dans le secteur public et privilégient moins

les solutions économiques orientées vers le privé. De fait, les importants efforts du FMI, de la Banque mondiale, de la Banque africaine de développement (BAD) ou de l'Union européenne ont surtout visé jusqu'ici le secteur public.

Il est nécessaire de renforcer les actions en faveur du secteur privé. La Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (UNCEA) fait valoir que le secteur privé doit être soutenu par des mesures de relance économique au niveau de chaque pays. Ces mesures empêcheraient que les entreprises ne s'effondrent, et leur permettraient même de maintenir l'emploi et de profiter de revenus générés à l'export du fait de la reprise. Faute de moyens permettant au secteur privé africain de faire face à ses dettes, il pourrait ne plus y avoir d'entreprises pour conduire la reprise lorsque l'épidémie sera terminée. C'est un risque et un défi non seulement pour l'Afrique mais aussi pour l'ensemble de l'économie mondiale.

Les IFD multilatérales, régionales et nationales doivent se mobiliser dans cet effort. En Europe, l'accent a surtout été mis sur les grandes institutions financières, comme la BEI ou la BERD. Mais les IFD des pays membres de l'Union européenne doivent elles aussi être davantage mobilisées et soutenues. Elles ont la capacité d'orienter rapidement les liquidités vers le secteur privé, du fait des liens très forts qu'elles entretiennent déjà avec certaines banques

africaines – commerciales ou de développement. La CDC et la banque Standard Chartered se sont par exemple associées pour soutenir les entreprises lors de l'épidémie d'Ébola. En Afrique, les IFD européennes sont trois fois plus investies dans le secteur privé que la BEI et elles sont capables de mobiliser la liquidité vers les entreprises privées.

CONCLUSION ▼

Les IFD européennes soutiennent déjà fortement la création d'emplois dans les économies les plus pauvres. En 2019, les membres d'EDFI ont collectivement permis la création de 2,7 millions d'emplois directs et 5,8 millions d'emplois indirects. Les IFD européennes accompagnent des entreprises très diverses et entretiennent d'excellentes relations avec les banques nationales. En outre, elles s'attaquent déjà au changement climatique, par le biais des financements pour le climat, et encouragent la transition vers une économie plus sobre en carbone. On peut également faire appel à elles pour financer des projets d'énergies renouvelables,

Mais il est essentiel qu'elles soient en mesure de prendre davantage de risque et d'agir rapidement. Leur soutien pourrait ainsi accompagner d'autres initiatives défendues par l'UNCEA, comme la facilité « Liquidity and Sustainability », qui vise à débloquent des liquidités au profit du *green new deal*.

susceptibles de soutenir l'activité du secteur privé sans nuire à l'environnement.

Il est donc important que les institutions européennes de financement du développement et leurs actionnaires débloquent des ressources supplémentaires et s'appuient sur leurs liens avec les réseaux financiers nationaux, ainsi que sur leurs capacités à mobiliser des liquidités en faveur du secteur privé dans les pays à faibles revenus. C'est à cette condition que le secteur privé pourra mieux reconstruire après la crise. ■

REPÈRES ODI

ODI (*Overseas Development Institute*) est un think tank international indépendant, qui œuvre en faveur du développement durable et de la paix, et pour un monde où chacun soit à même de s'épanouir. À travers la recherche et les partenariats, nous mobilisons la puissance des idées et la force de la démonstration pour relever les défis, développer des solutions et faire advenir le changement.

“ **[Les IFD européennes] ont la capacité d'orienter rapidement les liquidités vers le secteur privé, du fait des liens très forts qu'elles entretiennent déjà avec certaines banques africaines – commerciales ou de développement.** ”



Les IFD et leur approche *building back better*

Les institutions de financement du développement (IFD) accompagnent les projets du secteur privé dans des domaines tels que l'agriculture ou l'industrie manufacturière, bâtissent des infrastructures énergétiques et de transports, et investissent dans le secteur financier, y compris par l'intermédiaire des banques nationales de développement. Lesquelles agissent depuis longtemps aux côtés des entreprises locales et autres acteurs nationaux. De cette façon, les IFD présentent ensemble toute une série d'avantages. Elles ont accès aux marchés de capitaux ou aux garanties dans des conditions relativement avantageuses, puis réallouent ces financements, en prélevant une marge étroite, là où le coût d'un tel financement aurait été beaucoup plus élevé – voire prohibitif – auprès d'un autre organisme. Par le biais de leurs investissements dans le secteur financier local, et en s'appuyant notamment sur leurs expériences et expertises de collaboration avec les banques nationales de développement, les IFD sont à même de réorienter le crédit vers des entreprises qui en manquent mais qui sont financièrement viables et contribuent à bâtir un avenir meilleur. En ce sens, les IFD pratiquent une approche *building back better* (« mieux reconstruire ») depuis des décennies déjà.

Financement mixte et partenariats : pour une croissance économique résiliente au changement climatique

📌 Aart Mulder, Gestionnaire du Fonds néerlandais pour le climat et le développement, FMO

L'investissement commercial dans l'adaptation au changement climatique est limité par le risque élevé et les faibles rendements qui lui sont généralement associés. En absorbant les « premières pertes », le Fonds néerlandais pour le climat et le développement (DFCD) permet à des projets d'impact bien pensés et essentiels pour l'avenir climatique de franchir leur phase de développement initial. Il assure ainsi un rendement aux investisseurs commerciaux tout en réduisant leur risque. Durant cette phase initiale, les ONG partenaires du fonds soutiennent les projets, jusqu'à ce qu'ils se transforment en opportunités viables d'investissement commercial. L'objectif du DFCD est de promouvoir une croissance économique résiliente au changement climatique, en atténuant les conséquences de ce changement et en préservant les écosystèmes qui font vivre des communautés.

UN ARTICLE DE 📌 AART MULDER

Gestionnaire du Fonds néerlandais pour le climat et le développement, FMO

Aart Mulder est gestionnaire du Fonds néerlandais pour le climat et le développement (*Dutch Fund for Climate and Development, DFCD*). Il travaille pour la banque de développement néerlandaise, FMO, dans le département Partenariats pour la recherche d'impact (*Partnerships for Impact*). Aart Mulder se passionne en particulier pour les solutions de lutte contre le changement climatique et de réduction de la pauvreté – selon lui, les deux plus grands défis auxquels le monde doit faire face.
www.thedfcd.com

Ces dernières années, l'engagement des investisseurs commerciaux dans les panneaux solaires et l'énergie éolienne s'est accéléré – y compris dans les pays en développement. Ces investissements concernent des projets d'atténuation, visant à combattre le changement climatique par la réduction des émissions de gaz à effet de serre dans l'atmosphère. Mais l'investissement commercial

dans l'adaptation au changement climatique reste pour l'instant en retrait. Cela ne tient pas seulement au manque d'argent, mais aussi au manque de projets d'adaptation climatique susceptibles d'être financés par des fonds privés. Les projets existants sont souvent trop peu rentables et trop risqués pour un investisseur commercial. De nouveaux dispositifs mixtes, associant financement et partenariats, peuvent contribuer à combler cette lacune.

UN FINANCEMENT MIXTE ASSOCIANT UNE BANQUE DE DÉVELOPPEMENT, DEUX ONG ET UN INVESTISSEUR CLIMATIQUE

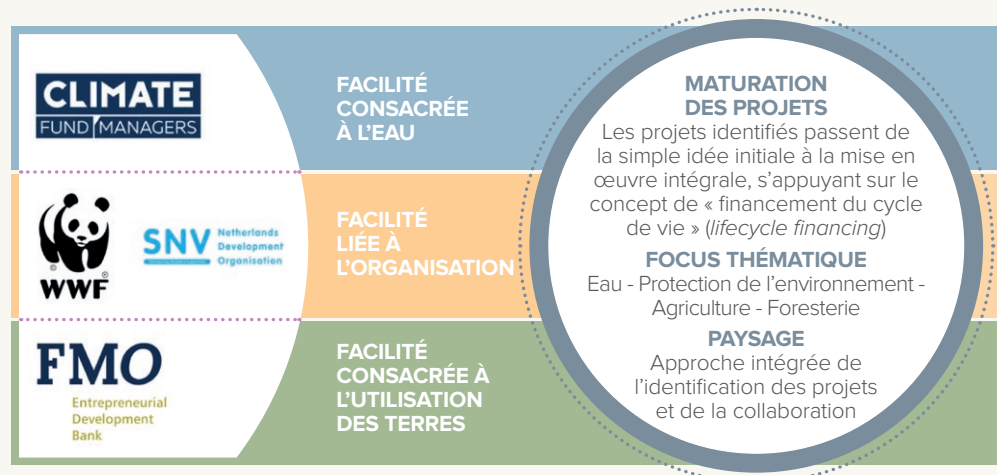
Le Fonds néerlandais pour le climat et le développement (DFCD) démontre comment des instruments de financement mixte peuvent attirer des capitaux publics et privés, et les redéployer vers des projets d'impact bien conçus, essentiels pour l'avenir climatique. Ce fonds pour le climat de 160 millions d'euros est géré par un consortium

sans équivalent, qui réunit la banque de développement des Pays-Bas (FMO) en cheffe de file, l'Organisation néerlandaise de développement (SNV), le World Wide Fund for Nature (WWF) et la société de gestion Climate Fund Managers (CFM). Le financement est apporté par le ministère néerlandais des Affaires étrangères.

“ *L'investissement commercial dans l'adaptation au changement climatique reste pour l'instant en retrait. Cela ne tient pas seulement au manque d'argent, mais aussi au manque de projets d'adaptation climatique susceptibles d'être financés par des fonds privés.* ”



Quatre organisations, trois facilités ▼



Source : Fonds néerlandais pour le climat et le développement (DFCD)

Les investissements commerciaux en faveur de l'adaptation climatique sont encore peu nombreux, parce que les risques liés à ce type de projets sont élevés, en particulier dans les pays en développement. C'est pourquoi le fonds utilise en guise de capital-risque les sommes apportées par le ministère néerlandais des Affaires étrangères, afin d'attirer davantage de financements commerciaux au travers d'une structure dite de « financement mixte » (*blended finance*). Le projet est ainsi financé par un « mix » d'investissements commerciaux et de capitaux étatiques, mais la partie publique du financement est davantage exposée au risque que sa partie privée. C'est le DFCD qui subit les premières pertes (*first loss*). Nous procurons ainsi à l'investisseur commercial un « amortisseur » de son risque, en jouant habilement sur les différents niveaux de risque et de rendement que chaque participant est prêt à accepter. Dans la structuration du fonds, nous avons associé ces deux composantes et, à l'aide des 160 millions d'euros, nous pourrions à terme réaliser de nombreux autres investissements. Le DFCD vise ainsi une valeur d'investissement totale comprise entre 500 millions et un milliard d'euros. Les investissements sont répartis entre la facilité consacrée à l'eau (*Climate Investor Two*), et celle affectée à l'utilisation des terres (*land use*).

La première, pilotée par CFM, concerne des solutions en capitaux propres pour des projets pouvant aller de la protection du littoral à l'assainissement. La seconde, gérée par FMO, est axée sur des solutions pour l'agriculture (forestière), telles que des semences résistantes au climat et des systèmes d'irrigation plus

efficaces. Cette facilité sur l'utilisation des terres (*land use*) finance les projets par de la dette, en capital, ou via des instruments de mezzanine. L'objectif du financement mixte n'est pas de bousculer les marchés, mais plutôt d'en créer de nouveaux. Pour le DFCD, cela veut dire contribuer à l'émergence d'un marché pour les projets d'adaptation climatique. Nos financements doivent compléter l'existant : si des capitaux privés sont déjà disponibles pour financer (en totalité) un projet, alors le DFCD n'interviendra pas dans son financement. Il peut en revanche apporter un capital « subordonné », susceptible de mobiliser d'autres bailleurs de fonds. Ce capital pourra être refinancé au bout de quelques années, lorsque le projet produira des excédents de trésorerie suffisants et que son risque aura considérablement diminué. Le défi consiste à évaluer le montant minimum de financement mixte public requis pour faire en sorte qu'un projet dispose des financements nécessaires à sa réalisation.

“ L'objectif du financement mixte n'est pas de bousculer les marchés, mais plutôt d'en créer de nouveaux. Pour le DFCD, cela veut dire contribuer à l'émergence d'un marché pour les projets d'adaptation climatique. ”

MULTIPLIER LES INVESTISSEMENTS DANS DES PROJETS D'ADAPTATION ET DE LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

En matière de résilience climatique, les projets innovants sont nombreux, mais tous ne sont pas encore finançables en l'état, parce qu'ils présentent un risque trop élevé pour l'investisseur. Pour attirer des financements (commerciaux), il leur faut donc adopter un modèle générateur de revenus, ou établir un historique préalable. C'est là qu'intervient DFCD. Les ONG partenaires du fonds au sein du consortium, la SNV et le WWF, apportent leur soutien aux porteurs de projets pour concevoir un modèle rentable, établir un business plan et les accompagner dans leur croissance. Pendant cette phase, le fonds recourt à l'assistance technique et aux subventions. Dès qu'un projet devient éligible à un financement commercial, cette partie du processus est achevée, et il est possible de passer à la phase suivante.

“ [Le DFCD] vise en outre à protéger des écosystèmes tels que des bassins fluviaux, des forêts tropicales humides, des zones marécageuses et des mangroves. La préservation de ces écosystèmes contribue aussi à protéger du changement climatique les communautés qui vivent dans ces endroits, ou à proximité. ”

L'objectif du DFCD est de favoriser une croissance économique résiliente au changement climatique. Il améliore la résilience de populations vulnérables aux conséquences climatiques, pour accroître le bien-être, la prospérité économique et les moyens de subsistance – des femmes et des enfants en particulier. Il vise en outre à protéger des écosystèmes tels que des bassins fluviaux, des forêts tropicales humides, des zones marécageuses et des mangroves. La préservation de ces écosystèmes contribue aussi à protéger du changement climatique les communautés qui vivent dans ces endroits, ou à proximité.

Le DFCD a pour ambition de bâtir son portefeuille dans une optique stratégique à long terme, pour atteindre d'ici 2037 les objectifs suivants :

- émissions réduites de 40 millions de tonnes d'équivalent CO₂ ;
- exploitation durable de 100 000 hectares de terres agricoles et 100 000 hectares de forêts ou zones humides ;
- amélioration pour 12,5 millions de personnes de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement, dans des conditions résilientes au changement climatique ;
- amélioration des moyens de subsistance, des perspectives économiques et du bien-être de 13,5 millions de personnes.

Pour obtenir ces résultats et comme précisé précédemment, le DFCD prévoit de mobiliser, sur toute sa durée d'existence, entre 500 millions et 1 milliard d'euros, soit un effet démultiplicateur significatif sur les 160 millions d'euros initialement apportés par le ministère des Affaires étrangères. Ces fonds - réutilisables et en augmentation dans le temps - contribuent à la stabilité financière, avec un impact réel à l'échelle nationale et internationale.



LES EFFETS DE LEVIER DU DÉCOUPAGE GÉOGRAPHIQUE

La principale ambition du fonds est d'obtenir ces résultats à partir des projets climatiques les moins avancés, en particulier lorsqu'ils s'appliquent à des « paysages » devant relever d'importants défis d'adaptation au changement climatique. Le « paysage » s'entend ici comme une unité géographique confrontée aux mêmes effets du changement climatique, par exemple le lit d'un fleuve et la zone de sécheresse qu'il traverse. L'approche par le « pay-

sage » permet d'identifier des projets susceptibles de démultiplier l'impact d'autres initiatives, ou de compenser les effets négatifs qu'un projet peut produire de façon isolée. Par exemple, certains projets d'agriculture de conservation ou d'efficacité d'irrigation à l'énergie solaire, s'ils sont positionnés en amont d'un cours d'eau, peuvent accroître en aval l'efficacité des installations de traitement des eaux ou d'alimentation en eau potable.

CONCLUSION ▼

Les projets centrés sur le paysage sont essentiels sur le front du climat mais, dans leur immense majorité, ils ne peuvent être ni réalisés, ni étendus sans une solution de financement adaptée. En combinant des fonds accordés à conditions préférentielles à d'autres types de financements, il devient possible d'améliorer le profil de risque et de faire entrer de nouveaux investisseurs – avec un effet démultiplicateur qui conduira le projet à

sa taille optimale. En prenant appui sur des projets spécifiques et en s'assurant de la répliquabilité de ce type de structures, on pourra faire émerger de nouvelles opportunités et protéger certains écosystèmes indispensables – et tous ceux qui y vivent. Génératrice d'impact, cette logique prépare aussi le monde à devenir plus résilient au changement climatique. ■

REPÈRES

FMO

La FMO est la banque de développement néerlandaise. Investisseur d'impact de premier plan, la FMO soutient la croissance durable du secteur privé dans les pays en développement et les marchés émergents en investissant en faveur de projets et d'entrepreneurs ambitieux. La FMO considère que la solidité du secteur privé entraîne le développement économique et social. Ces 50 dernières années, elle a démontré sa capacité d'autonomisation des individus, qui les conduit à mieux utiliser leurs compétences et améliorer leur qualité de vie. La FMO concentre son action sur trois secteurs à fort potentiel d'impact : les institutions financières, l'énergie et le triptyque agro-industrie, eau et alimentation. Avec un portefeuille d'engagements de 10,4 milliards d'euros, répartis dans plus de 80 pays, la FMO est l'une des plus grandes banques bilatérales de développement du secteur privé dans le monde.

“ *L'approche par le « paysage » permet d'identifier des projets susceptibles de démultiplier l'impact d'autres initiatives, ou de compenser les effets négatifs qu'un projet peut produire de façon isolée.* ”

L'investissement axé sur le genre : les solutions du secteur privé au service de l'égalité femmes-hommes

📎 Jessica Espinoza, Responsable Global Gender Finance, DEG

Partout dans le monde, les femmes se trouvent encore confrontées à de nombreuses situations d'inégalité. La pandémie de Covid-19 menace de faire reculer les progrès réalisés ces dernières décennies en matière d'autonomisation des femmes, et exacerbe les inégalités de genre. Le rôle du secteur privé et des banques publiques de développement dans la promotion de l'égalité des sexes est donc plus essentiel que jamais dans les pays en développement.

UN ARTICLE DE
📎 JESSICA ESPINOZA

Responsable Global Gender Finance, DEG

Jessica Espinoza est présidente du 2X Challenge et responsable Global Gender Finance dans le département stratégie d'entreprise et politiques de développement de la DEG. Avec une expérience de plus de dix ans dans le secteur de la banque et de l'investissement, elle a piloté des opérations de dette, de financement mezzanine et d'investissements en capital sur les marchés de différents pays en développement, avec une attention particulière à la notion d'impact social. Avant de rejoindre la DEG, elle a été membre du comité de direction de ProCredit Bank au Nicaragua, et responsable du bureau régional Afrique de l'organisation MicroFinance Transparency, au Ghana.

Les investissements en faveur des femmes et des filles produisent des effets d'entraînement massifs au niveau micro, méso et macro, et peuvent s'envisager comme un « triple rapport gagnant » – pour les femmes et les communautés dont elles sont issues, pour les entreprises concernées, et pour l'économie nationale. Il est largement reconnu que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ODD 5) sont un prérequis à la réalisation de tous les autres Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies. Pourtant – malgré un corpus conséquent de preuves démontrant la nécessité d'établir l'égalité des genres dans le but d'atteindre la justice sociale, la prospérité économique et l'ensemble des ODD –, au rythme actuel des progrès, il faudra 257 ans pour combler le fossé économique entre les femmes et les hommes, selon le *Global Gender Gap Report 2020* du Forum économique mondial.

La finance est un puissant outil du changement. Il est admis que « les choix de déploiement du capital déterminent l'endroit et la manière dont celui-ci va se développer, et le monde dans lequel nous vivons. Elles déterminent aussi qui aura le pouvoir de résoudre les problèmes, et parmi ces problèmes, lesquels trouveront leurs solutions et lesquels resteront sans réponse ». L'investissement axé sur le genre (ou *Gender Lens Investing*, GLI) émerge comme une tendance de fond au niveau mondial, et prend de l'ampleur non seulement parmi les institutions financières de développement (IFD) et les investisseurs d'impact, mais aussi – et de façon croissante – auprès des investisseurs « classiques ». Les effets de ces investissements GLI sur la société sont convaincants, de même que leurs arguments de rentabilité, et ils gagnent progressivement du terrain à l'échelle mondiale.

“ Il est largement reconnu que l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes sont un prérequis à la réalisation de tous les autres Objectifs de développement durable des Nations unies. ”

Graphique 1 - Les critères du 2X Challenge ▼



ENTREPRENEURIAT

51 % d'actionnariat féminin ou entreprise fondée par une femme



MANAGEMENT

20 à 30 % de femmes dans les équipes dirigeantes (selon le secteur) ou 30 % de femmes au comité de direction ou comité d'investissement



EMPLOI

30 à 50 % de femmes dans les effectifs (selon le secteur) et un indicateur qualitatif allant au-delà de la simple conformité



CONSOMMATION

Produit(s) ou service(s) bénéficiant aux femmes de façon spécifique ou plus que proportionnelle



INVESTISSEMENTS AU TRAVERS D'INTERMÉDIAIRES FINANCIERS

30 % des prêts IFD alloués ou des sociétés détenues en portefeuille répondent aux critères 2X



Source : 2X Challenge

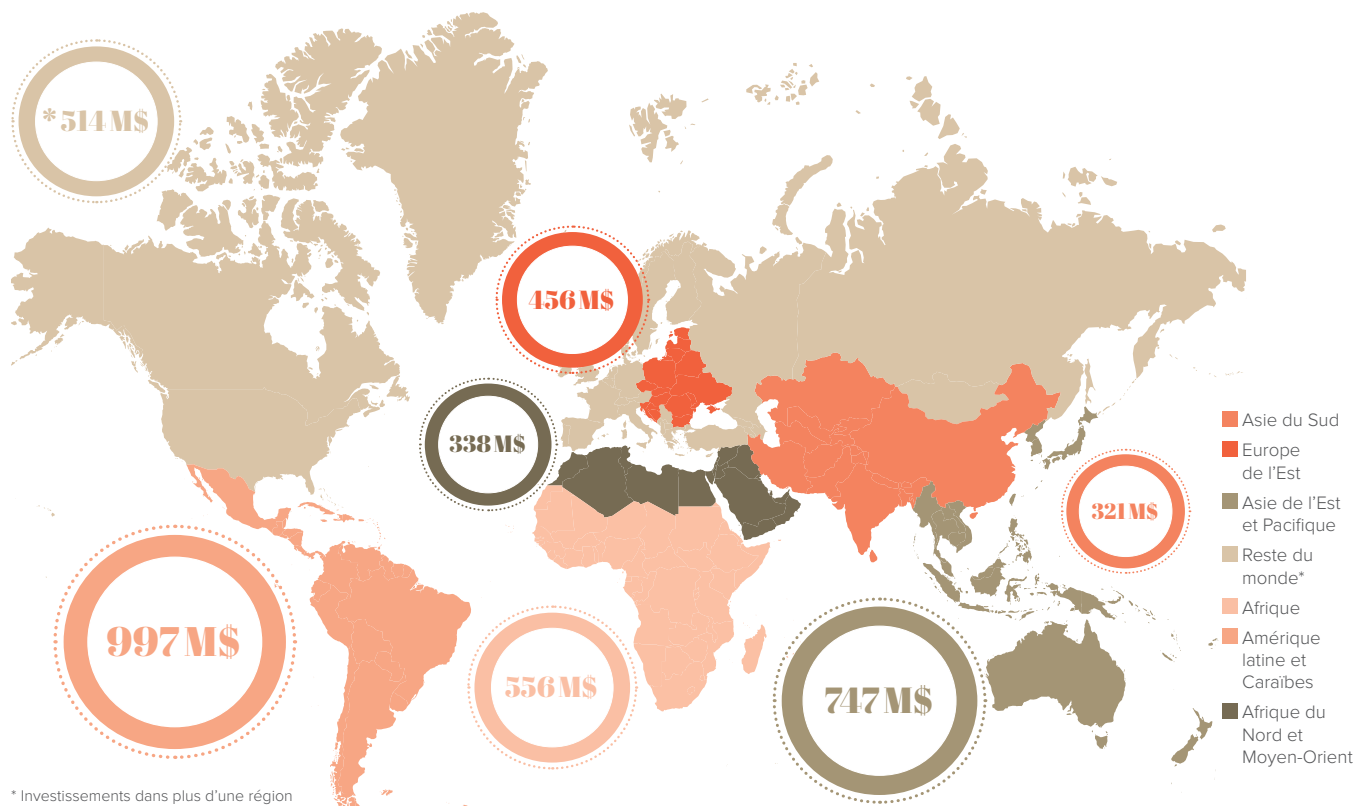
2X CHALLENGE : UNE INITIATIVE CONDUITE PAR LES IFD AUX AVANT-POSTES

Le 2X Challenge et le *Gender Finance Collaborative* ont tous deux été lancés en 2018. Regroupant 19 IFD, ces deux initiatives mondiales définissent les contours de l'investissement GII et le font progresser, en mettant plus particulièrement l'accent sur les investissements du secteur privé dans les pays en développement. Les deux initiatives ont élaboré conjointement cinq critères définissant le profil d'un investissement du secteur privé en faveur de l'égalité des sexes et l'autonomisation économique des femmes. Ces critères ont été formellement adoptés par le réseau *Global Impact Investing Network* (GIIN) et intégrés au système IRIS+, indicateur très largement utilisé dans la mesure et la gestion d'impacts. Les « critères 2X » (cf. graphique 1) sont aujourd'hui reconnus comme la norme internationale en matière de GII, permettant à un large éventail d'investisseurs de disposer d'un cadre d'investissement commun.

Deux ans seulement après son lancement lors d'un sommet du G7 au Canada, le 2X Challenge a mobilisé et collecté 4,5 milliards de dollars d'investissements « sensibles au genre », dans 42 pays en développement – dépassant ainsi largement son objectif initial, fixé à 3 milliards de dollars pour la fin de l'année 2020. Cette étape importante dans le déploiement et la mobilisation de tels montants en faveur de l'autonomisation des femmes – en tant qu'entrepreneures, dirigeantes d'entreprises, salariées ou consommatrices de produits et de services – est venue faire la démonstration des opportunités que peut offrir l'investissement axé sur le genre.

REPÈRES DEG

Depuis près de 60 ans, la DEG soutient les entreprises du secteur privé opérant dans les pays en développement et les pays émergents. La DEG fournit à ses clients des solutions sur mesure, notamment des financements, des programmes de promotion et des conseils adaptés aux besoins individuels. Ils peuvent ainsi se développer de manière durable, tout en générant une valeur ajoutée locale et en créant des emplois qualifiés. Avec un portefeuille d'environ 9 milliards d'euros dans quelque 80 pays, la DEG est l'une des plus grandes institutions de financement du développement du secteur privé au monde.

Graphique 2 - Les investissements « 2X », entre juin 2018 et décembre 2019 ▼

Source : 2X Challenge

INSTAURER LA PARITÉ FEMMES-HOMMES DANS L'ENTREPRENEURIAT

Les femmes qui entreprennent sont confrontées à de multiples barrières et préjugés sexistes dans l'accès au capital. Les entreprises détenues par des femmes ne reçoivent de ce fait qu'une faible partie du total mondial des financements. Les recherches du Boston Consulting Group et de l'organisme MassChallenge ont établi que les start-up détenues par des femmes produisent en moyenne deux fois plus de revenus, par dollar investi, que celles fondées par des hommes, mais ne reçoivent en revanche que la moitié du capital-risque injecté. Cela illustre bien à quel point l'accès au capital est faussé par des préjugés fondés sur le genre.

Le récent co-investissement de BIO, EIB, FMO, FinDev Canada et Norfund dans EcoEnterprises Partners III, un fonds de *private equity* piloté par des femmes, est un bon exemple de soutien des IFD à l'entrepreneuriat féminin. Ce fonds investit dans des PME engagées en faveur de la biodiversité dans l'agriculture, l'exploitation forestière et l'éco-tourisme durables en Amérique latine. Beaucoup de ces entreprises sont elles-mêmes détenues ou dirigées par des femmes (ainsi que des acteurs « autochtones ») et elles favorisent la participation économique des femmes parmi leurs salariés ou leurs fournisseurs.

L'argument économique en faveur de la diversité des genres a été démontré dans une série d'études internationales qui ont pu corrélérer des équipes dirigeantes où la parité femmes-hommes est respectée à de meilleurs résultats en matière de performance commerciale, rentabilité, création de valeur et performances ESG (critères environnementaux, sociaux et de gouvernance), et ce dans toutes les régions du monde. Un récent rapport de la SFI révèle qu'en matière de *private equity*, la parité dans les équipes dirigeantes accroît de 20 % le taux de rendement interne (TRI) net de l'investissement. Pourtant, 15 % seulement des équipes de gestion atteignent cet équilibre.

L'IFD britannique CDC a investi dans PEG Africa, une société fournissant sur abonnement des installations solaires domestiques à des clients d'Afrique de l'Ouest insuffisamment desservis par les réseaux électriques. Ce cas illustre bien les principaux leviers dont dispose une entreprise. Conscient de la logique économique et des effets vertueux de la parité femmes-hommes, PEG Africa a établi un plan d'action centré sur la question du genre. Un dispositif de mentorat a ainsi été mis en place pour l'ensemble de l'entreprise, dans le cadre duquel, en six mois, 25 % de femmes ont bénéficié d'une promotion. La société a également introduit une série de politiques axées sur la famille, parmi lesquelles un principe de flexibilité horaire a été proposé, permettant à chacun d'équilibrer ses responsabilités professionnelles et familiales. Il a également été question d'étendre la couverture santé à l'ensemble du foyer et d'instaurer un congé de paternité. Ces mesures ont permis à PEG Africa de doubler la proportion de femmes en position de leadership dans ses équipes, passée en 18 mois de 22 % à 44 %, et de réduire d'un tiers le taux de rotation des salariés.

Selon le cabinet McKinsey, le comblement de l'écart entre les sexes dans la population active augmenterait le PIB mondial de 28 000 milliards de dollars (+26 %) d'ici à 2025. L'un des principaux obstacles dans l'accès des femmes à l'emploi rémunéré et à un travail décent est à rechercher dans l'inégale répartition des tâches familiales et domestiques non

“ Les femmes qui entreprennent sont confrontées à de multiples barrières et préjugés sexistes dans l'accès au capital. Les entreprises détenues par des femmes ne reçoivent de ce fait qu'une faible partie du total mondial des financements. ”

rémunérées. Chaque jour, les femmes consacrent en effet entre deux et dix fois plus de temps que les hommes à ces travaux. Ce déséquilibre, qui s'enracine dans les stéréotypes et les normes sociales, favorise à terme la pauvreté et limite les opportunités offertes aux femmes et aux filles dans l'éducation, le travail décentement rémunéré et la vie publique. De ce fait, elles se retrouvent souvent piégées dans des emplois précaires de l'économie informelle. Prendre conscience de ces tâches, les réduire et les redistribuer plus justement, constitue un facteur essentiel pour l'autonomisation économique des femmes et leur participation au marché du travail. L'investissement en faveur de la parité dans l'environnement professionnel contribue à renforcer la productivité et influe positivement tant sur le taux de rotation des salariés, que sur les taux d'absentéisme et de rétention des équipes.

Danper est une entreprise agroindustrielle péruvienne dans laquelle ont successivement investi DEG et, aujourd'hui, FinDev Canada. Elle offre à ses employés permanents et intérimaires une couverture complète, qui intègre l'accès à la santé et aux soins (y compris la santé maternelle et procréative), la formation et le développement de carrière, mais aussi des installations spécifiquement destinées aux femmes sur leur lieu de travail. Ces dernières représentent 46 % de l'effectif permanent. Danper est la première (et la seule) entreprise péruvienne à bénéficier de la certification EDGE (*Economic Dividends for Gender Equality*), témoignant du pouvoir que peut avoir une entreprise du secteur privé de contribuer de façon significative à des résultats concrets en matière d'égalité femmes-hommes.



RÉFÉRENCES

- SSDG Knowledge Platform.
En savoir plus sur les ODD :
sdgs.un.org/fr/goals
- Forum économique mondial (WEF).
2020. *Global Gender Gap Report 2020*. WEF, Genève
- Joseph Quinlan & Jackie VanderBrug. 2017. *Gender Lens Investing: Uncovering Opportunities for Growth, Returns, and Impact*. Hoboken, New Jersey, ed. John Wiley & Sons
- Kanze, Dana et al. 2018. We Ask Men to Win and Women Not to Lose: Closing the Gender Gap in Startup Funding *The Academy of Management Journal*. 61. 10.5465/amj.2016.1215.
- Malmström, Malin et al. 2017. Gender Stereotypes and Venture Support Decisions: How Governmental Venture Capitalists Socially Construct Entrepreneurs' Potential *Entrepreneurship Theory and Practice*. 41 (5), 833-860.
- BCG & MassChallenge. 2018. *Why Women-Owned Startups Are a Better Bet*
- 2X Challenge. 2019. Investing with purpose: How EcoEnterprises Fund III became FinDev Canada's First #2XChallenge Investment
- Catalyst. 2018. *Why Diversity and Inclusion Matter: Quick Take*.
- McKinsey. 2018. *Delivering through diversity*.
- IFC. 2019. *Moving toward gender balance in private equity and venture capital*. Washington D.C., IFC.
- 2X Challenge. 2019. *A holistic approach to driving gender diversity helps PEG qualify as CDC's first 2X investment*.
- McKinsey. 2015. *The Power of Parity: How Advancing Women's Equality Can Add \$12 Trillion To Global Growth*.
- Oxfam. 2020. *Unlocking sustainable development in Africa by addressing unpaid care and domestic work*.

“ **Les produits et services sensibles au genre représentent une autre opportunité commerciale majeure. Ceux qui bénéficient plus particulièrement aux femmes et aux filles ont longtemps été négligés par les entreprises et par les investisseurs.** ”

PLACER LES FEMMES AU CENTRE DU DISPOSITIF, POUR MIEUX RECONSTRUIRE

Les produits et services sensibles au genre représentent une autre opportunité commerciale majeure. Ceux qui bénéficient plus particulièrement aux femmes et aux filles ont longtemps été négligés par les entreprises et par les investisseurs. Ils offrent de ce fait d'importantes possibilités d'innovation. Les études de cas conduites dans cette catégorie montrent comment une approche stratégique de l'investissement GLI peut jouer le rôle de catalyseur et permettre d'atteindre simultanément plusieurs ODD. Par exemple, la cuisine non polluante (*clean cooking*) libérerait chaque année plus de 100 milliards d'heures consacrées par des femmes à la collecte de bois de chauffage. Ce chiffre représente une main-d'œuvre équivalente à 80 millions d'individus, et permettrait d'éviter 1,8 million de décès prématurés par la réduction de la pollution atmosphérique. À condition d'être convenablement structuré, un même investissement dans des solutions de *clean cooking* pourrait cibler les femmes à la fois en tant que créatrices d'entreprises, dirigeantes, salariées et consommatrices.

Lancée début 2020, l'Alliance pour le financement des *Maternal Outcomes Matters* (« MOMs », les sujets liés à l'accouchement et à la maternité) est le fruit d'un partenariat innovant entre la DFC, Merck for Mothers, Crédit Suisse et USAID. Cette initiative MOMs vise à mobiliser des capitaux privés pour assurer la santé de la mère et de l'enfant en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud. Dans le cadre de leur collaboration, la DFC et ses partenaires s'efforcent ainsi de mobiliser jusqu'à 50 millions de dollars de capital, afin d'améliorer

et de développer les infrastructures, les services et l'accès aux soins, et d'assurer des grossesses sans risque et des accouchements sûrs.

Pour les institutions de financement, l'argument économique plaide aussi en faveur d'une stratégie de recrutement de leur clientèle parmi les femmes créatrices d'entreprises. Dans les pays en développement, les PME et micro-entreprises sont confrontées à un déficit de financement de 1 700 milliards de dollars. Une approche du métier bancaire centrée sur le client et s'adressant aux femmes serait à même d'homogénéiser les règles du jeu et de transformer la culture bancaire.

S'appuyant sur des produits financiers et des solutions numériques innovantes qui s'adressent à des millions de femmes dans toute l'Afrique subsaharienne, l'EIB a ainsi lancé une initiative baptisée *SheInvest*, visant à mobiliser 1 milliard d'euros en investissements sensibles au genre. Dans la région Asie-Pacifique, la DEG et la SFI ont pour leur part récemment souscrit à la première obligation du secteur privé liée à l'entrepreneuriat féminin. Cette obligation a été émise par la Bank of Ayudhya (Krungsri), en Thaïlande. Les fonds correspondants sont spécifiquement alloués au financement de PME majoritairement détenues ou dirigées par des femmes. Premier « gender bond » émis sur les marchés de capitaux asiatiques, cet instrument de dette a aussi valeur de test. Il prépare le terrain pour l'avenir et l'émission, sur les marchés de capitaux, d'instruments stratégiquement orientés sur les thématiques du genre.



CONCLUSION ▼

La pandémie de Covid-19 menace d'élargir le fossé existant entre les femmes et les hommes, et de faire reculer les progrès enregistrés ces dernières décennies en matière d'autonomisation des femmes. Les inégalités systémiques sont amplifiées par les effets de cette crise protéiforme et sans précédent. Face à cette situation, les IFD doivent faire en sorte que le prisme du genre reste au centre des préoccupations, dans les solutions d'urgence

qu'elles proposent mais aussi dans leurs efforts pour une meilleure reconstruction. Un ensemble de recommandations clés a ainsi été publié conjointement par toutes les IFD réunies au sein du 2X Challenge et du *Gender Finance Collaborative*. Elles constituent un guide pratique sur les moyens de donner aux femmes et aux filles un rôle central dans les mécanismes de réponse à l'épidémie. ■

“ Pour les institutions de financement, l'argument économique plaide aussi en faveur d'une stratégie de recrutement de leur clientèle parmi les femmes créatrices d'entreprises. Dans les pays en développement, les PME et micro-entreprises sont confrontées à un déficit de financement de 1 700 milliards de dollars. ”

RÉFÉRENCES

- DEG. 2015. *DEG evaluation results: Committed to fair working conditions, DBL-Group: High labour and safety standards in the Bangladeshi garment industry pay off*.
- CDC. 2018. *Insight: What we've learned about women's empowerment*.
- 2X Challenge. 2020. Danper (Peru): A 2X investment committed to women's empowerment and 'shared-value.'
- IEA. 2017. *Energy Access Outlook 2017: From Poverty to Prosperity*. Agence internationale de l'énergie.
- OECD. 2019. *Enabling Women's Economic Empowerment: New Approaches to Unpaid Care Work in Developing Countries*. Paris, Publications de l'OCDE.
- DFC. 2020. *DFC, Merck for Mothers, Credit Suisse, and USAID Seek to Expand Lifesaving Medical Products for Mothers in Africa*.
- FAW. n.d. *Financial Alliance for Women*.
- DEG. 2020. *Women at Work. Win Win Win: Good for Business, Good for Women & their Families, Good for Local Development*.
- IFC. 2017. *MSME Finance Gap. Assessment of the Shortfalls and Opportunities in Financing Micro, Small and Medium Enterprises in Emerging Markets*. Washington D.C., IFC.
- EIB. 2019. *ShelInvest - new initiative to mobilise EUR 1 billion for women across Africa*.
- 2X Challenge. 2019. *DEG and IFC Subscribe to Asia Pacific's First Private-Sector Women Entrepreneurs Bonds*.
- 2X Challenge. 2020. *2X Challenge and Gender Finance Collaborative response to the Covid-19 pandemic*.

Au-delà des émissions évitées, les IFD cherchent à éliminer du carbone

🔗 Kenneth Söderling, Analyste d'impact, Finnfund

Il est établi depuis un certain temps que les émissions mondiales de CO₂ doivent impérativement diminuer si l'on veut éviter les conséquences désastreuses du changement climatique. Aujourd'hui, de nombreuses entreprises, institutions financières de développement (IFD) et investisseurs intervenant dans les pays en développement se montrent de plus en plus attentifs au suivi de leurs émissions de CO₂ et agissent pour les réduire. Cependant, faute d'une action suffisante au niveau mondial, nous avons atteint un stade où la réduction des émissions ne suffit plus : il faut éliminer du carbone, et disposer de meilleurs outils et indicateurs pour rendre compte de nos budgets carbone.

UN ARTICLE DE KENNETH SÖDERLING

Analyste d'impact, Finnfund

Kenneth Söderling est analyste d'impact au sein de l'équipe *Development impact* de Finnfund. Son travail se concentre sur la mesure d'impact et la comptabilisation des émissions, émissions évitées et éliminations de carbone, au niveau des projets individuels comme de l'ensemble du portefeuille. Il est titulaire d'un master en économie de l'environnement obtenu à l'université d'Helsinki.

L'affaire est entendue. Le rapport spécial du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), publié en 2018¹, montre qu'en limitant le taux de dioxyde de carbone dans l'atmosphère à 420 parties par millions (ppm), nous aurons 66 % de chance de maintenir le réchauffement planétaire sous le seuil de 1,5 degré. En 2019, la teneur atmosphérique moyenne en CO₂ atteignait 409 ppm (NASA, 2020). Cela signifie qu'il restait une marge de seulement 11 ppm dans notre « budget carbone », correspondant à la somme de nos émissions nettes. Ces dernières années, toujours d'après la NASA, la

concentration en carbone a augmenté de 2,5 ppm par an. À ce rythme, nous aurons épuisé la totalité de notre quota résiduel d'ici cinq à dix ans. Malheureusement, le niveau de réduction des émissions nécessaire pour rester dans les limites de ce budget est inatteignable. Les confinements entraînés par l'épidémie de Covid-19 ont mis presque à l'arrêt pendant des mois des régions entières de la planète, et cela n'a pourtant pas suffi à atteindre les taux de réduction requis. En dépit des mesures liées à la pandémie, on estime ainsi que la teneur de l'atmosphère en carbone devrait augmenter de 2,3 ou 2,4 ppm en 2020, soit un chiffre à peine inférieur à la hausse de 2,5 ppm constatée les années précédentes.

IL FAUT EXTRAIRE DU CO₂ DE L'ATMOSPHÈRE

Rester dans la fourchette de 1,5 degré impliquerait une réduction annuelle de près de 15 % des émissions. Cela reviendrait donc, pour ne pas « dépasser le budget », à un confinement annuel récurrent, assorti d'autres ajustements systémiques. Le seul exemple d'une réduction de cette ampleur remonte à l'effondrement de l'Union soviétique. Nous aurions aujourd'hui besoin d'une réduction équivalente de nos émissions, mais sans provoquer l'effondrement du système économique et social.

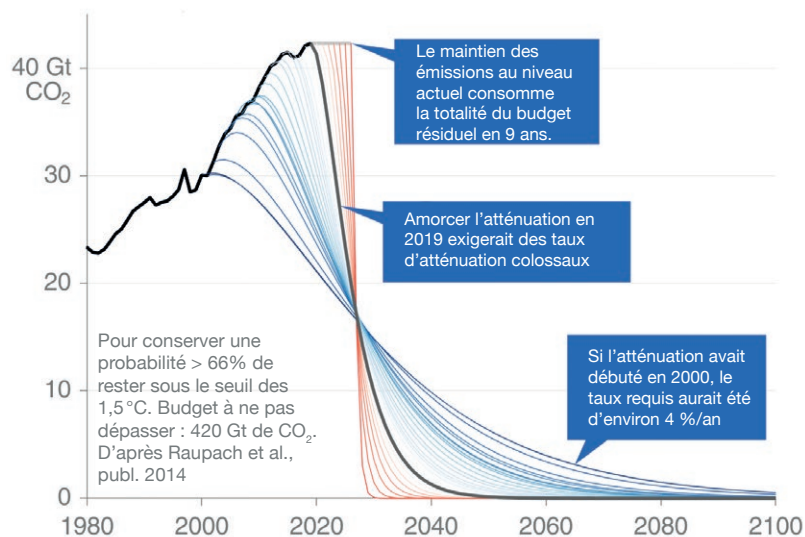
Une illustration du problème est proposée avec le graphique ci-contre.

Sans être trop pessimiste, il faut reconnaître les faits. Que l'objectif de 1,5 degré² soit probablement devenu inaccessible ne signifie pas que nous devrions renoncer à agir. Au contraire, 1,6 degré vaut mieux que 1,7 degré, et ainsi de suite. En matière de hausse des températures, chaque dixième de degré gagné est primordial. Le rapport 2018 du GIEC montre que le delta entre 1,5 et 2 degrés permet-

1 • <https://www.ipcc.ch/sr15/>

2 • Pour référence : <https://ourworldindata.org/grapher/co2-mitigation-15c?year=latest>

Courbes d'atténuation de CO₂ : 1,5 °C ▼



© @robby_andrew • Données : Global Carbon Project* • Budget émissions du GIEC (Rapport spécial 1,5)

Source : Global Project Carbon

trait de sauver 10 à 20 % des récifs coralliens de la planète, et de réduire de 37 à 14 % la proportion de la population mondiale qui sera exposée à des températures extrêmes, tout en limitant d'autres effets négatifs du changement climatique.

Dans ce contexte, quelles solutions avons-nous pour rester dans les limites de ce budget – ou, en tout cas, ne pas le dépasser massivement ? La seule option reste de recourir à l'élimination du carbone. Il nous faut extraire du CO₂ de l'atmosphère³.

LA BUDGÉTISATION DU CARBONE COMME MOYEN DE REMPLIR DES OBJECTIFS STRATÉGIQUES

La budgétisation du carbone nécessite la mise en place, au sein d'une entreprise, d'une cellule chargée de rendre compte de ses émissions nettes (émissions moins absorptions), de façon homogène et internationalement reconnue. Les émissions de carbone d'un investisseur sont constituées par les émissions de l'ensemble de ses activités, c'est-à-dire ses propres émissions ajoutées à celles de tous les investissements où il est engagé. Un investisseur attentif à ces sujets peut ainsi s'appuyer sur l'outil budgétaire pour orienter ses activités vers ses objectifs stratégiques et, à terme, vers la neutralité carbone. Certaines institutions financières se sont ainsi donné pour objectif d'atteindre la neutralité

carbone à l'horizon 2050. La date retenue pour l'échéance détermine en outre la trajectoire à parcourir d'ici là pour atteindre le but fixé.

Parce que l'humanité dépend encore largement des énergies fossiles, et que tout investissement génère des émissions, les investisseurs doivent « retirer » du carbone pour atteindre la neutralité. Plus l'échéance fixée pour atteindre cet objectif est brève, plus il semble évident que des « éliminations de carbone » seront nécessaires. En plus de lutter contre le changement climatique, investir dans ce type de projets peut aussi produire des effets vertueux sur le développement économique et d'autres impacts mesurables.

REPÈRES

FINNFUND

Finnfund est un bailleur de fonds finlandais spécialisé dans le développement, dont la mission est de bâtir un monde plus durable en investissant dans des entreprises responsables et rentables dans des pays en développement. Chaque année, Finnfund investit entre 200 et 250 millions d'euros dans vingt à trente projets, en mettant particulièrement l'accent sur les énergies renouvelables, la sylviculture et l'agriculture durables, et les institutions financières. À ce jour, les investissements de Finnfund totalisent 957 millions d'euros, dont la moitié en Afrique.

3 • Voir aussi "Carbon dioxide over 800,000 years" <https://www.climate.gov/news-features/understanding-climate/climate-change-atmospheric-carbon-dioxide>



DE BELLES OPPORTUNITÉS POUR LES INVESTISSEURS COMME POUR LES ENTREPRISES

Les projets d'élimination de carbone et de lutte contre le changement climatique offrent des opportunités majeures aux développeurs de ces opérations, aux entreprises et aux investisseurs. Si l'on compare le coût de ces opérations, il est intéressant de noter qu'en matière d'effets climatiques, les projets de lutte contre le réchauffement sont souvent nettement moins onéreux dans les pays en développement que dans les pays développés. Dans ces derniers, en effet, beaucoup d'activités à faible coût ont déjà été organisées de bout en bout. De ce fait, les changements structurels qui seraient nécessaires à leur redéploiement sont souvent très coûteux, à la fois économiquement et politiquement.

Si un pays ou une entreprise décidait de tirer un avantage économique de l'investissement dans des projets climatiques dans les pays en développement, où pourraient-ils trouver l'expérience et la capacité

nécessaires pour financer ces projets ? Bien souvent, auprès d'une IFD. Pour ces institutions, les projets de lutte contre le changement climatique, notamment dans les énergies renouvelables ou l'efficacité énergétique, ont été de vraies réussites. Ils coïncident avec le mandat des IFD, ils sont en général économiquement viables, socialement et écologiquement durables, et ils produisent de la croissance économique – entre autres impacts mesurables. Au fil des années, les IFD ont investi avec succès dans toute une palette d'entreprises avec des réductions d'émissions significatives, et ont largement permis d'améliorer l'environnement d'investissement pour les projets d'énergie renouvelable dans les pays en développement. Elles ont aussi vu s'impliquer des bailleurs de fonds de plus en plus nombreux et de plus en plus « commerciaux ». Il est temps désormais de procéder de même avec les projets d'élimination du carbone.

LA RÉPONSE SE TROUVE DANS LA SYLVICULTURE ET L'AGROFORESTERIE DURABLES

À l'heure actuelle, la sylviculture et l'agroforesterie durables sont les seuls moyens économiquement viables d'éliminer du carbone. D'autres moyens, comme la capture directe et le stockage du carbone atmosphérique, ou les bioénergies qui captent et stockent le carbone, n'ont pas fait la preuve de leur viabilité économique. Dans le cas d'un projet forestier ou agroforestier, les arbres séquestrent le dioxyde de carbone contenu dans l'atmosphère au fur et à mesure de leur croissance. L'expérience montre que les plus fortes éliminations résultent des projets d'afforestation – par exemple la conversion de pâturages en terres forestières. Les forêts emmagasinent le carbone de deux façons : dans la biomasse qui les constitue et dans les produits forestiers qui en sont issus, comme le bois de construction. L'agroforesterie combine sylviculture et agriculture, par exemple en utilisant la terre pour produire des récoltes (telles que le café), tandis que les arbres produisent à la fois un bénéfice commercial et de l'ombre pour les cultures. Du point de vue de l'investisseur, les projets de boisement (plantations forestières ou entreprises agroforestières gérées durablement) ont déjà fait la preuve de leurs avantages économiques : ces entreprises plantent des arbres à des fins commerciales.

Les pratiques responsables (privilégier la qualité des relations avec les communautés riveraines, par exemple) sont essentielles. Dans de nombreux pays en développement, et en particulier en Afrique subsaharienne, l'utilisation des terres et la sécurité alimentaire sont des sujets essentiels, non seulement en raison de la croissance de la population, mais aussi à cause de leurs effets sur le changement climatique. S'agissant du carbone, les entreprises responsables assurent la pérennité du stockage de CO₂, parce qu'elles récoltent uniquement dans la limite de la croissance des arbres. À partir des parcelles forestières exploitées de façon durable, elles produisent des poteaux, du bois scié, des panneaux, du combustible et d'autres types de produits issus du bois. La durée du stockage de CO₂ varie selon les produits. En Afrique, par exemple, on estime que les poteaux électriques peuvent stocker le carbone pendant 25 ans en moyenne. Jusqu'ici, il n'a pas toujours été évident de rendre compte des éliminations de carbone. En effet, les procédés et outils disponibles ne sont actuellement pas adaptés aux besoins des institutions financières. En outre, ils n'assurent pas le niveau de précision nécessaire pour faire état de ces éliminations de façon adéquate.



UN NOUVEL OUTIL DESTINÉ À MESURER LA SÉQUESTRATION DU CARBONE PAR LES FORÊTS

Début 2020, Finnfund a entamé des discussions avec un certain nombre d'IFD sur les méthodologies et les difficultés de comptabilisation du carbone forestier. Nous nous sommes rendu compte que nous n'étions pas les seuls à nous poser ces questions. Nous pensions toutefois que l'on pouvait mieux faire. En partenariat avec nos homologues de CDC, FMO, Swedfund, et avec la société de conseil Simosol Forestry & Software, nous avons développé une méthodologie complète et un nouvel outil autour de la séquestration du carbone forestier (FRESCOS). Grâce à cet outil, il est possible de mesurer dans leur intégralité les éliminations de carbone, en rendant compte des variations intervenues dans les stocks de carbone, à savoir la biomasse des forêts et les produits ligneux récoltés.

Ce nouvel outil servira deux objectifs : l'analyse de scénario et la comptabilisation annuelle *ex post*. La fonctionnalité d'analyse de scénario sera utilisée dans les due diligences et pour estimer les quantités annuelles et cumulées de carbone qui devraient être éliminées dans le cadre d'un projet donné. La fonctionnalité de comptabilisation *ex post* servira à mesurer la quantité absolue de carbone absorbée par un projet. Elle pourra également être utilisée dans l'analyse de la neutralité carbone d'un portefeuille global. Le développement de FRESCOS devrait être achevé d'ici la fin 2020. Les entreprises dans lesquelles nous investissons et autres partenaires de nos activités sont également invités à s'approprier l'outil et, à terme, à poursuivre son développement.

UN PARI TRIPLEMENT GAGNANT

Chez Finnfund, nous avons constaté que beaucoup d'entreprises de sylviculture et d'agroforesterie jugent important pour elles de démontrer les effets de leurs activités sur le climat. Leurs investisseurs et leurs clients sont eux aussi de plus en plus attentifs aux éliminations de carbone, et le suivi des émissions est désormais à tous les ordres du jour. Grâce aux informations sur le carbone éliminé, l'investisseur peut évaluer le potentiel et les bénéfices qu'il intègre dans sa stratégie climat. Pour illustrer cet argument, demandez à n'importe quel dirigeant d'entreprise s'il souhaiterait faire savoir à ses investisseurs

qu'un projet donné retire du CO₂ de l'atmosphère au lieu d'en émettre, et vous verrez sa réaction. Le marché des crédits carbone – où une entreprise peut compenser ses émissions en se procurant des crédits générés par des éliminations de CO₂ – est en croissance. Grâce au nouvel outil FRESCOS, nous sommes fiers de pouvoir aider les entreprises de notre portefeuille à rendre compte de leurs éliminations, en même temps que nous les aidons à développer leur activité et les revenus qu'elles pourront tirer des marchés de compensation.

CONCLUSION ▼

En résumé, l'entreprise est gagnante, parce que ses éliminations de carbone lui ouvrent de nouvelles voies de financement et produisent des revenus supplémentaires. L'investisseur est gagnant, parce qu'avec une meilleure vision et comptabilisation des éliminations de carbone, il peut accélérer la réalisation de ses objectifs climatiques et identifier de nouvelles opportunités d'investissement. La planète et l'humanité, enfin, en sortent gagnantes – pour un monde plus vert et qui se réchauffe moins vite. ■

“ **Les forêts emmagasinent le carbone de deux façons : dans la biomasse qui les constitue et dans les produits forestiers qui en sont issus, comme le bois de construction.** ”

La lutte contre le changement climatique passe aussi par des projets d'énergie renouvelable à petite échelle

📁 Camille Fronville, Manager et responsable d'investissements senior Infrastructures, BIO

L'un des principaux piliers de la stratégie d'investissement de BIO consiste à s'appuyer sur sa longue expérience en matière d'énergies renouvelables pour contribuer à la lutte contre le changement climatique. BIO continue à poursuivre cette ambition, avec pour objectif d'investir au moins 150 millions d'euros dans une quinzaine de projets d'ici 2023. Cela passe par de l'investissement direct dans des projets d'énergie hydroélectrique, solaire, éolienne ou géothermique, mais aussi par l'intermédiaire de fonds qui ciblent ce type de projets. L'efficacité énergétique est un autre des secteurs où BIO envisage de jouer un rôle plus important à l'avenir.

UN ARTICLE DE
📁 **CAMILLE FRONVILLE**
Manager et responsable d'investissements senior Infrastructures, BIO

Camille Fronville est responsable du département infrastructures de BIO. Cette équipe se concentre sur les projets d'infrastructures qui procurent des services de base aux populations et à l'écosystème entrepreneurial. Leur liste – non limitative – comprend notamment les énergies renouvelables, les télécommunications et le secteur du transport et de la logistique. Camille Fronville intervient depuis une dizaine d'années dans le domaine des énergies renouvelables. Avant de rejoindre BIO, elle a travaillé pour la banque Triodos, où elle était chargée des financements de projets éoliens, solaires et hydroélectriques en Europe. Elle est titulaire d'un Master en Finance (ICHEC, Bruxelles) et en Environnement et gestion des ressources (Vrije Universiteit, Amsterdam).

L'un des principaux piliers de la stratégie d'investissement de BIO consiste à mettre à profit sa longue expérience des énergies renouvelables pour contribuer à des solutions de lutte contre le changement climatique. BIO entend maintenir cette ambition à l'avenir, avec l'objectif d'investir au moins 150 millions d'euros d'ici 2023 dans une quinzaine de projets – via l'investissement direct dans des projets d'énergie hydroélectrique, solaire, éolienne et géothermique, mais aussi par l'intermédiaire de fonds qui ciblent ce type de projets. Un autre secteur où BIO envisage d'accroître son implication est celui de l'efficacité énergétique.

BIO prévoit d'atteindre cet objectif à travers deux types de transactions. D'une part, elle continuera d'investir dans des projets d'énergie renouvelable de grande ampleur aux côtés d'autres IFD et organisations à vocation similaire. De tels projets sont essentiels pour rendre ces énergies plus disponibles et financièrement plus accessibles dans les pays concernés. D'autre part, BIO entend jouer les chefs de file dans le financement de projets de moindre envergure (jusqu'à 10 MW). Pour ces projets plus petits, un défi majeur consiste en effet à trouver prêteurs et investisseurs. Leurs structurations s'avèrent complexes en raison de leur taille plus modeste, mais ils sont extrêmement importants dans la lutte contre le changement climatique.

Pour plus de souplesse sur ces transactions, BIO est en mesure de porter son engagement à 60 % du coût total du projet – contre un plafond de 50 % sur les projets de plus grande ampleur. Ces deux dernières années, nous avons développé notre expertise pour faire de ces opérations de véritables réussites en matière d'investissement.

Situé dans l'ouest de l'Ouganda, à proximité de la frontière avec la République démocratique du Congo, le projet « Rwimi Small Hydro Power » (5,5 MW) fait partie des investissements directs de BIO. Dans ce pays, comme dans la majeure partie de l'Afrique subsaharienne, l'insuffisance et le manque de fiabilité de l'alimentation électrique constituent un obstacle majeur à la réduction de la pauvreté et au développement économique. Près de la moitié de la population de la région n'a pas accès à l'électricité, et les incessantes coupures entravent la performance économique de ceux qui sont connectés au réseau. Au niveau national, seuls 26,7 % des Ougandais ont accès au réseau électrique, qui connaît encore des pannes importantes. Le projet Rwimi a été développé par Eco Power Holding (EPHL), un acteur sri-lankais spécialisé dans le développement et la construction de centrales hydroélectriques. La société dispose d'une solide expérience, et souhaite étendre ses opérations en Afrique. Elle gère déjà dix petites centrales hydroélectriques au Sri Lanka, et une autre en Ouganda (le projet Ishasha).



DES LIENS ÉTROITS AVEC LES COMMUNAUTÉS CONCERNÉES

Aucune banque commerciale – sri-lankaise ou locale – n'était toutefois disposée à accepter un tel niveau de risque en Ouganda. BIO a donc apporté à l'opération Rwimi son expertise du financement de projets, lui permettant de se financer selon un montage spécifique. Une entité *ad hoc*, la Rwimi EP Company Ltd, a été constituée à cet effet, la société nationale d'acheminement de l'électricité, Ugandan Energy Transmission Company Ltd (UETCL), intervenant pour sa part en tant qu'acheteur. Outre son expérience des financements de projets, BIO a également rendu possible l'extension de la maturité et de la durée de grâce par rapport à ce qui pouvait être obtenu localement. En complément de l'apport d'une partie des financements, un autre volet de notre mission consiste à faire prendre conscience à nos clients des enjeux environnementaux, sociétaux et de développement qui entourent leurs projets. BIO

les oriente vers une approche globale, qui inclut leurs communautés au sens large.

Année après année, Rwimi a ainsi tissé des liens étroits avec les communautés locales. Un système gravitaire d'alimentation en eau a été installé par les ingénieurs de la centrale, également chargés ensuite de son entretien. Ce dispositif a été en partie financé par l'assistance technique de l'IFD norvégienne Norfund. En outre, le centre de santé – initialement utilisé durant la phase de construction de la centrale – a été converti pour pouvoir accueillir deux fois par semaine la population locale. Eco Power y assure la présence d'une infirmière diplômée et la fourniture de tous les médicaments qu'elle prescrit. Enfin, un « responsable environnement, santé et sécurité », recruté localement, est présent à plein temps sur le site, et un « comité de traitement des plaintes » se réunit tous les mois.

REPÈRES BIO

BIO est une institution de financement du développement belge qui soutient la croissance du secteur privé dans les pays en développement. Elle apporte aux entreprises, aux institutions financières et aux projets d'infrastructures du secteur privé des financements à long terme, ainsi que des subventions destinées à couvrir les études de faisabilité et les programmes d'assistance technique. BIO intervient comme partenaire en complément des institutions financières classiques et vise à trouver un équilibre entre le retour sur investissement et l'impact en matière de développement. BIO est membre des EDFI (Institutions européennes de financement du développement) et affiche plus d'un milliard d'euros d'actifs sous gestion.

INVESTISSEMENTS INDIRECTS

Afin de pouvoir accéder à des entreprises et à des projets de taille encore plus réduite, BIO investit aussi dans des fonds qui couvrent ces marchés, très faiblement desservis. En 2020, BIO a ainsi rejoint au sein de SIMA (Social Investment Managers and Advisors) plus de 30 investisseurs qui incarnent une nouvelle génération de gestionnaires d'*impact investing*. Au travers d'un fonds de dette baptisé Off-Grid Solar & Financial Access Senior Debt Fund I, ils ont investi près de 90 millions de dollars dans les secteurs de l'énergie solaire hors-réseaux et de l'accès financier. L'objectif de SIMA est de faire accepter l'investissement « quasi commercial » à fort impact social comme une classe d'actifs à part entière pour les investisseurs de marché. Son fonds lutte contre le changement climatique en misant sur l'accès à l'énergie hors réseaux. À ce jour, SIMA a consenti des prêts à 26 entreprises qui fabriquent, distribuent et/ou financent des dispositifs solaires autonomes,

dans plus d'une quinzaine de pays en développement d'Afrique subsaharienne et d'Asie. En plus d'offrir des rendements financiers assortis d'une solide protection, le fonds SIMA vise à créer un million de nouveaux raccordements énergétiques, en évitant l'émission de 4 millions de tonnes d'équivalent CO₂. Il assure en outre la promotion d'un code de conduite pour l'ensemble du secteur, principalement axé sur la qualité du service et la protection du consommateur.

Depuis la création du fonds, en 2017, les sociétés qu'il détient en portefeuille ont créé plus de 7 millions de raccordements à l'énergie solaire hors-réseaux, pour l'éclairage domestique, la recharge de téléphones portables, le fonctionnement des équipements agricoles et l'alimentation des pompes à eau, machines à coudre, outils électriques, téléviseurs, postes de radios ou ventilateurs. Ces entreprises emploient au total près de 14 000 salariés à plein temps.

CONCLUSION ▼

Les énergies renouvelables sont l'une des ressources les plus efficaces dont nous disposons dans la lutte contre le changement climatique, et il y a tout lieu de croire à leur réussite en la matière. BIO soutient tous les projets susceptibles d'apporter une partie de

la réponse, quelle que soit leur taille. Sur les 65 millions d'euros injectés en 2020 par l'État belge dans le capital de BIO, 25 millions ont déjà été spécifiquement affectés à la lutte contre le changement climatique. BIO est déterminé et prêt à faire sa part. ■



EDFI en bref

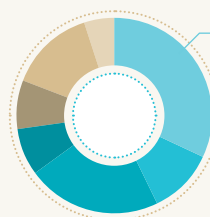
Fin 2019, le portefeuille consolidé des 15 institutions membres d'EDFI atteignait 46 milliards d'euros, pour un total de 6 380 investissements. Les IFD ont pris de l'ampleur ces dix dernières années, du fait d'un changement de paradigme : les gouvernements privilégient désormais les approches qui favorisent le développement du secteur privé, prenant acte de sa contribution indirecte aux ODD. Entre 2010 et 2019, le portefeuille des EDFI a ainsi augmenté de 112 % (soit une hausse de 24,3 milliards d'euros).

Portefeuille EDFI, 2019 ▼



€ 46
MILLIARDS
consolidés

€ 9
MILLIARDS
de nouveaux
investissements



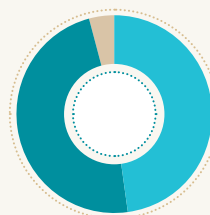
- 32 % Secteur financier
- 11 % Industrie/industrie manufacturière
- 22 % Infrastructures (énergie)
- 8 % Infrastructures (autres)
- 8 % Agro-industrie
- 14 % Multi-sectoriel
- 5 % Services

Nombre total d'investissements, 2019 ▼



6 380

1 241
de nouveaux
investissements

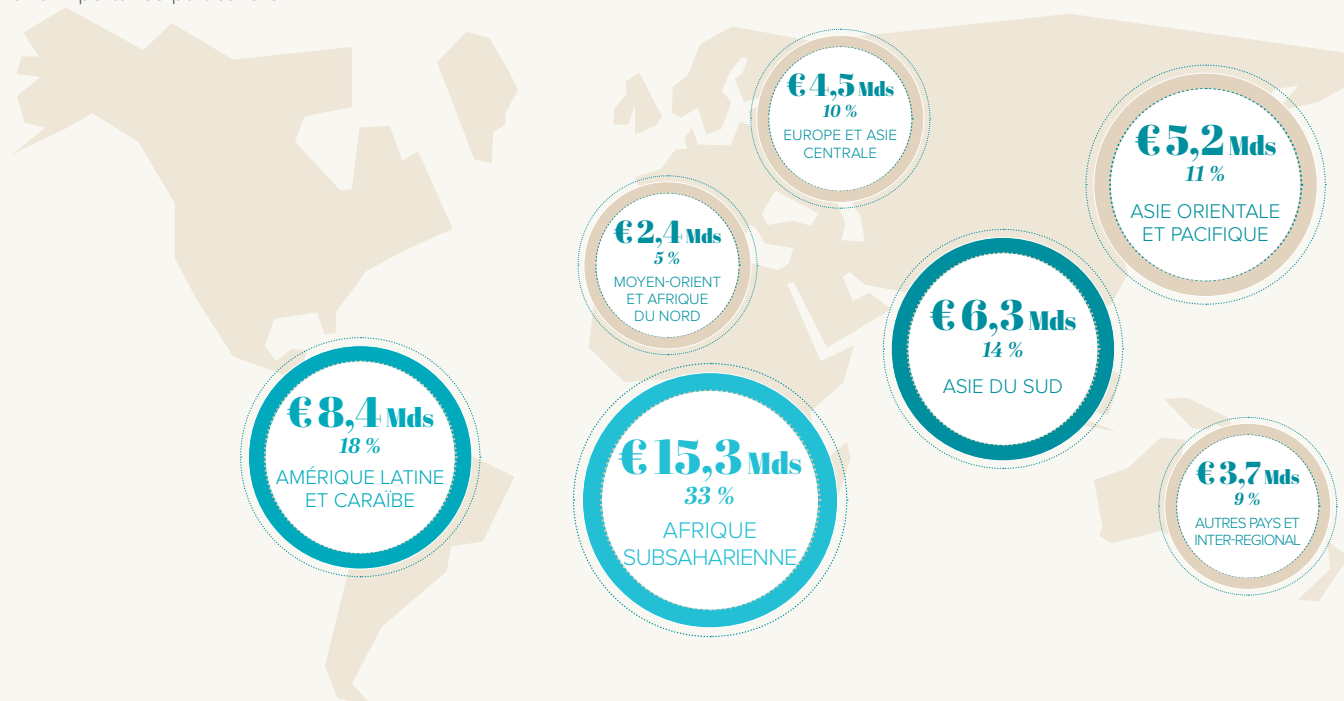


- 48 % Fonds propres et quasi fonds propres
- 48 % Prêts
- 4 % Garanties

Source : EDFI, 2019.

Une empreinte mondiale ▼

Les institutions membres d'EDFI se concentrent sur les régions et secteurs revêtant pour leur organisation ou leur gouvernement une importance particulière.



Source : EDFI, 2019.



Soutenir ceux qui en ont le plus besoin ▼

En Europe, les IFD sont les institutions les mieux placées pour épauler le secteur privé en Afrique. Leurs investissements y représentent 15 milliards d'euros, touchant des milliers d'entreprises, et les IFD financent déjà de nombreuses banques présentes dans toute l'Afrique. Les institutions membres renforcent leur présence sur le continent, en mettant l'accent sur quatre sujets clés : croissance et emploi, finance inclusive, énergies propres et agro-alimentaire.

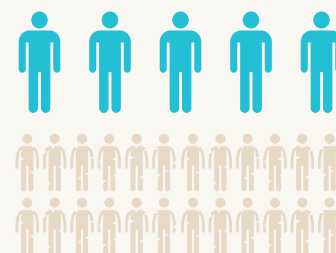


Source : EDFI, 2019.



PLUS DE
90 %
DES EMPLOIS SONT
CRÉÉS DANS LE
SECTEUR PRIVÉ

dans des pays à revenus faibles ou situés dans la tranche inférieure des revenus intermédiaires, et chaque nouvel emploi permet à cinq personnes de sortir de la pauvreté.



Portefeuille EDFI dans les pays fragiles ▼

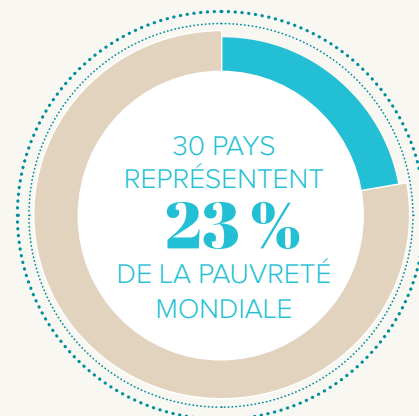
Certains pays émergents sont clairement en croissance et en phase de convergence. Toutefois, une trentaine de pays – principalement en Afrique subsaharienne – ont été identifiés comme particulièrement fragiles et sujets aux conflits. Ensemble, ces pays représentent 23 % de la pauvreté dans le monde.



€ 2 milliards

au total, répartis sur 298 investissements

Source : EDFI, 2019.





Quel est l'impact d'EDFI ? ▼



Les membres d'EDFI ont investi près de

€ 500 M

dans

41 projets

encourageant l'autonomisation des femmes sur le plan économique

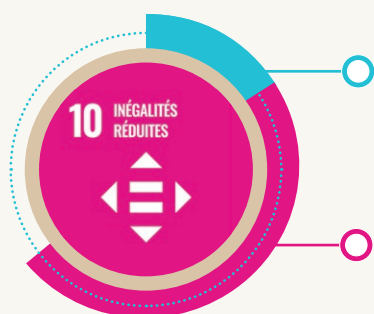


PLUS DE

8 millions

D'EMPLOIS

bénéficiant du soutien d'un financement EDFI



16 % (€ 5,6 milliards)

DU TOTAL DES INVESTISSEMENTS DIRECTS se répartissent dans les pays les moins développés et à faibles revenus

et 48 % (€ 16,5 milliards)

dans des pays de la tranche inférieure des revenus intermédiaires



Le portefeuille consolidé EDFI de financements pour le climat atteignait fin 2019

€ 10,3 milliards

EDFI affichait un montant global de

€ 6,5 milliards

DE COFINANCEMENTS PRIVÉS MOBILISÉS POUR DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS EN 2019

€ 17,3 milliards

DE MOBILISATION DES RESSOURCES INTÉRIEURES



Les EDFI ont investi en 2019

€ 1,75 milliard

DANS LE FINANCEMENT DE LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE



Parité femmes-hommes : des écarts qu'il faut résorber ▼

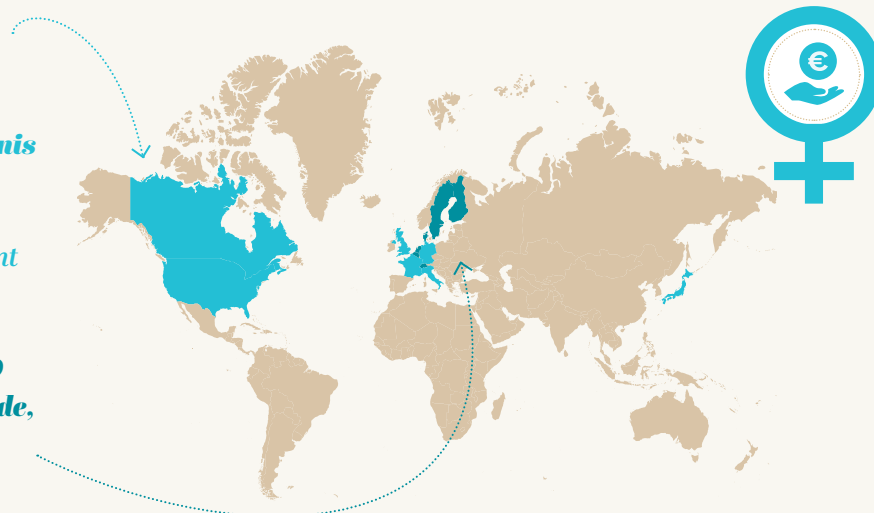
Il ne fait aucun doute que l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont un prérequis à la justice sociale, à la prospérité économique et à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD). Mais au rythme actuel des progrès, il faudrait 257 ans pour combler le fossé économique qui sépare les femmes des hommes, selon le Rapport 2020 du Forum économique mondial sur la parité.



Source : World Economic Forum (WEF), Global Gender Gap Report 2020.

Investir en faveur des femmes ▼

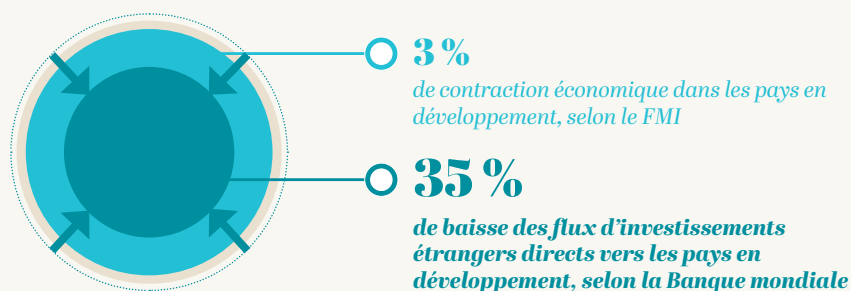
En juin 2018, les IFD du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, du Royaume-Uni et des États-Unis ont conjointement lancé l'initiative « 2X Challenge » et développé dans ce cadre une batterie de critères permettant d'identifier et de promouvoir les investissements sensibles au genre. Elles ont été rejointes depuis par les IFD des Pays-Bas, du Danemark, de la Suède, de la Finlande, de la Suisse et de la Belgique.



Source : EDFI, EDFI Resolution on Advancing Gender Smart Investing, 2019.

L'impact mondial de l'épidémie de Covid-19 ▼

La pandémie de Covid-19 aura des conséquences majeures sur les économies en développement. En mai 2020, le Fonds monétaire international (FMI) anticipait pour ces pays une contraction économique globale de 3 %. De son côté, la Banque mondiale prévoit une baisse de 35 % des flux d'investissements étrangers directs vers les pays en développement, liée à l'impact du Covid-19.



Source : EDFI, Renforcer la coopération entre les IFD en réponse à la pandémie de Covid-19, 2020.

LA CNUCED ESTIME À

\$2,5
MILLIARDS

le coût (2020) pour les pays en développement. L'OMC s'attend à ce que le commerce mondial marque un recul de 13 à 33 % en 2020

SELON L'OIT, L'AFRIQUE DEVRAIT PERDRE EN 2020

19 à 22

MILLIONS D'EMPLOIS



En réponse au Covid-19, soutenir les entreprises et l'économie dans la crise

Yasemin Saltuk Lamy, Directrice adjointe des investissements pour les *Catalyst Strategies*, CDC

L'impact économique de la pandémie de Covid-19 a rendu le rôle des institutions financières de développement (IFD) plus essentiel que jamais. Étant donné la nature de leurs mandats, les IFD sont en effet particulièrement bien placées pour apporter des capitaux en temps de crise financière, au moment où d'autres sources de financement se tarissent. La CDC a orienté sa réponse selon trois grands axes : préserver la capacité d'impact et la stabilité financière des entreprises qu'elle détient en portefeuille, renforcer celles qui développent des solutions pour répondre aux défis économiques et sanitaires posés par la crise, et aider les économies à se reconstruire.

UN ARTICLE DE
YASEMIN SALTUK
LAMY

Directrice adjointe des investissements pour les Catalyst Strategies, CDC

Yasemin Lamy a rejoint CDC en tant que directrice adjointe des investissements en août 2018. Elle est responsable des *Catalyst Strategies*, qui visent à produire un impact transformationnel systémique et à développer les innovations dans toutes les régions ciblées, en Afrique et Asie du Sud. Avant cela, elle a passé trois ans chez Omidyar Network, où elle a créé deux nouveaux portefeuilles : l'un consacré au développement des technologies d'identité numérique comme facteur d'autonomisation, l'autre destiné à établir des capacités de détection des tendances. Elle avait précédemment occupé différentes fonctions sur les marchés de capitaux pour la banque J.P. Morgan, travaillant d'abord sur les instruments dérivés liés à des fonds, avant de devenir analyste sur les dérivés de crédit, puis de bâtir et de piloter la plateforme d'*impact investment* de la banque.

L'impact économique du Covid-19 sera sévère partout dans le monde, mais tout particulièrement dans les régions et les pays où investissent les IFD. Les prévisions économiques pour ces régions indiquent que de réels défis devront être relevés, non seulement dans les mois, mais très probablement aussi dans les années qui viennent. L'Afrique, par exemple, devrait traverser sa première récession depuis un quart de siècle, passant de 3,2 % de croissance pour l'ensemble du continent avant la pandémie à une prévision de récession de l'ordre de 3 % dans certaines zones. Cette situation aura des impacts considérables sur les niveaux de pauvreté, l'emploi et même la sécurité alimentaire. On estime désormais que 70 millions de personnes dans le monde pourraient passer sous le seuil de pauvreté, l'Asie

du Sud et l'Afrique subsaharienne étant les plus durement touchées. Nous savons que l'impact sur l'emploi sera colossal : McKinsey estime que 9 à 18 millions d'emplois formels devraient disparaître en Afrique, et que 100 millions d'emplois informels sont particulièrement vulnérables.

Les pays dans lesquels investit CDC sont exposés à deux autres facteurs. Premièrement, les gouvernements y sont souvent soumis à la contrainte budgétaire, et peuvent donc difficilement apporter une aide financière aux entreprises touchées par la crise. Deuxièmement, dans beaucoup de ces pays, les investisseurs commerciaux montrent une aversion croissante au risque et, face aux incertitudes actuelles, retirent leurs financements des zones qu'ils connaissent le moins bien et perçoivent comme plus risquées.

LE RÔLE DES BAILLEURS DE FONDS EST PLUS ESSENTIEL QUE JAMAIS

Face à cette situation, les IFD ont dû se mobiliser ces six derniers mois, avec un rôle important à jouer – à la fois dans l'immédiat, pour protéger leurs portefeuilles existants, mais aussi dans la durée. L'action des bailleurs de fonds – à savoir, soutenir la stabilité économique pour permettre à un pays de sortir de la pauvreté, en apportant au secteur privé du capital à long terme – n'a

jamais été plus essentielle qu'aujourd'hui. Étant donné la nature de leurs mandats, les IFD sont particulièrement bien placées pour apporter des financements anticycliques lors d'une crise financière, quand les autres sources de financement de l'activité sont limitées. À l'heure où les entreprises rencontrent des circonstances exceptionnelles, elles ont besoin pour survivre de financer leur



fonds de roulement, et donc des liquidités que peuvent leur procurer les IFD.

Dans la perspective qui est la nôtre, lorsque nous avons pris conscience de l'ampleur et des conséquences de la pandémie, nous avons travaillé très rapidement en concentrant les réponses de CDC sur trois domaines : préserver la capacité d'impact et la stabilité financière des entreprises dans lesquelles nous avons déjà investi ; renforcer celles qui développent leurs propres solutions pour répondre aux défis économiques et sanitaires posés par la crise ; et aider les économies à se reconstruire.

“ Étant donné la nature de leurs mandats, les IFD sont particulièrement bien placées pour apporter des financements anticycliques lors d'une crise financière, quand les autres sources de financement de l'activité sont limitées. ”

LA RÉSILIENCE DE L'ACTIVITÉ FACE À LA CRISE

Notre première priorité, commune à nombre d'IFD, a été de préserver la viabilité de notre portefeuille existant – décision essentielle s'agissant d'un portefeuille de plus de 1 200 entreprises qui, ensemble, font travailler plus de 800 000 personnes. Nos équipes ont œuvré en étroite collaboration avec les fonds et les entreprises du portefeuille, pour les aider à traverser les défis et incertitudes liés à cette crise. Nous avons très rapidement apporté différents aménagements à notre processus d'investissement, pour accélérer notre temps de réaction et pouvoir répondre aussi vite que possible aux besoins urgents de nos entreprises.

Nous nous sommes rendu compte que, pour la plupart d'entre elles, l'activité avait fait preuve d'une incroyable résilience face à la crise, même s'il est bien entendu encore trop tôt pour prédire toutes les conséquences qu'aura la pandémie – d'autant plus que nous passons actuellement de la phase aiguë à la phase chronique des besoins.

Nous avons aussi choisi d'accompagner les entreprises de notre portefeuille dans leur adaptation aux nouveaux enjeux. À titre d'exemple, iMerit, une entreprise indienne de technologie et de services liés aux données, qui emploie près de 3 000 salariés, a su – en dépit des difficultés qu'elle traversait – se repositionner pour répondre à l'évolution des besoins de ses clients. L'une de ses équipes fournit

ainsi des solutions d'imagerie géospatiale à l'un des plus grands producteurs agricoles au monde. Avec l'arrivée de l'épidémie de Covid-19, des besoins nouveaux avaient émergé chez ce client. En trois jours seulement, l'équipe de iMerit a été mise sur pied, prête à répondre à cette nouvelle demande.

Autre entreprise de notre portefeuille, mPharma est une société ghanéenne à fort contenu technologique dans le domaine de la santé. Elle s'est donné pour mission de rendre accessibles à tous les consommateurs africains des soins de santé abordables et de qualité. Pour répondre à la crise, elle a rapidement su mobiliser ses partenaires. Lorsqu'il est clairement apparu que le Covid-19 allait avoir en Afrique des conséquences massives, l'équipe a identifié ce qu'elle considérait comme des goulets d'étranglement, qui rendaient impossible une réponse efficace à grande échelle – à savoir le manque d'équipements de laboratoire et de kits pour les tests. L'entreprise a donc travaillé avec ses actionnaires – parmi lesquels CDC – recherchant des moyens de répondre rapidement à ce besoin d'équipements. Après avoir pris conscience que les contraintes des laboratoires publics bridaient le potentiel des campagnes de tests, l'entreprise a en outre aidé certains laboratoires privés à se repositionner pour participer à l'effort collectif.

FOURNIR AUX BANQUES LA LIQUIDITÉ NÉCESSAIRE POUR SOUTENIR LES ENTREPRISES LOCALES

Au chapitre « renforcement » de notre stratégie de réponse, nous avons revu nos priorités, afin d'aider les entreprises en adaptant notre action aux

défis économiques et sanitaires liés à la crise. Sur ce même volet de « renforcement », nous nous sommes mobilisés pour apporter des liquidités



“ Le rôle des IFD dans la crise est allé au-delà du seul apport de financements. Chez CDC, l'un des moyens mis en œuvre a ainsi été la prestation de conseil et d'assistance aux employeurs, aux investisseurs et aux institutions financières. ”

et compenser ainsi le retrait d'autres capitaux, en nous appuyant sur des partenariats bancaires pour procurer cette « ligne de vie » aux entreprises au moment où elles en avaient le plus besoin. Il était essentiel notamment d'assurer la continuité de l'exploitation, de maintenir les chaînes d'approvisionnement, et de préserver ainsi l'économie et les moyens de subsistance. Selon l'OMC, le commerce mondial devrait reculer dans une fourchette de 13 à 22 % en 2020, la pandémie venant bouleverser partout l'activité économique et les modes de vie. Nous avons constaté que les facilités de financement des échanges commerciaux sont l'un des outils les plus réactifs et adaptables lorsqu'il s'agit d'assurer aux entreprises le fonds de roulement dont elles ont besoin pour maintenir l'activité et les emplois.

Depuis le début de la pandémie, nous nous sommes engagés sur plus de 400 millions de dollars de liquidités systémiques. En juillet dernier, par exemple, nous nous sommes appuyés sur un partenariat existant avec la banque panafricaine Absa, à laquelle nous avons procuré 75 millions de dollars supplémentaires pour lui permettre de maintenir pendant la crise son appui aux chaînes d'approvisionnement. Cette facilité est particulièrement innovante dans la mesure où elle incite spécifiquement les prêteurs à renforcer les financements commerciaux dans certains des pays africains les plus vulnérables, et dans des secteurs essentiels pour couvrir les besoins élémentaires en temps de crise : alimentation, santé et sécurité. Afin de soutenir en priorité ceux qui sont en première ligne dans la lutte contre la pandémie, nous investissons notamment dans le domaine des soins de santé ou de l'accès aux biens et services de première nécessité. En outre, la société MedAccess – filiale de CDC chargée des financements socialement responsables pour la distribution de matériels médicaux en Afrique et en Asie – a rapidement réagi à la pandémie, annonçant une garantie pouvant aller jusqu'à 50 millions de dollars pour aider l'Unicef à assurer la distribution de produits médicaux essentiels dans la lutte contre le Covid-19.

UNE AIDE QUI VA AU-DELÀ DE L'APPORT DE LIQUIDITÉS

Le rôle des IFD dans la crise est allé au-delà du seul apport de financements. Chez CDC, l'un des moyens mis en œuvre a ainsi été la prestation de conseil et d'assistance aux employeurs, aux investisseurs et aux institutions financières, sur des sujets pouvant aller de la protection de l'emploi et du consommateur au télétravail, ou au retour sur le lieu de travail. Cette assistance concerne aussi la façon dont la pandémie affecte plus particulièrement certains types de populations – par exemple, comment aider les femmes travaillant depuis leur domicile avec un accès limité à la technologie. Un autre volet de cette approche a été d'apporter notre soutien aux entreprises bénéfi-

ciaires, par l'intermédiaire du dispositif d'assistance technique CDC Plus. Ce dernier a ainsi inauguré deux programmes inédits, l'un destiné à soutenir nos entreprises pour qu'elles s'adaptent ou se redimensionnent afin de contribuer à l'effort collectif face à la pandémie, et l'autre à développer des conseils aux entreprises pour leur permettre de réagir à la crise. À ce jour, notre équipe a validé 47 projets d'assistance technique, dans différents secteurs d'activité. L'un de ces projets permet par exemple à une entreprise indienne de logistique de monter en puissance pour être en mesure de livrer des fournitures médicales essentielles dans certaines régions très reculées du pays.

UN TRAVAIL DE COLLABORATION AU SEIN DE LA COMMUNAUTÉ DES IFD

Au vu de l'ampleur des défis auxquels sont confrontés les pays dans lesquels elles investissent, les IFD se sont très vite concertées pour trouver des moyens d'apporter des réponses conjointes à la pandémie, et de coopérer pour accroître leur

impact. L'Alliance des IFD, qui regroupe des organisations issues de 16 pays de l'OCDE, travaille à apporter des liquidités au marché, à soutenir les entreprises touchées par le virus et à promouvoir de nouveaux investissements. Plusieurs groupes de



travail sont actuellement en cours, à la fois entre IFD multilatérales et IFD bilatérales. Nous avons coordonné, pour notre part, des sujets pouvant aller de l'assistance technique aux financements, en passant par notre approche des infrastructures ou des institutions financières, ou encore le soutien à la liquidité des fonds d'investissement.

Alors que la crise évolue désormais vers des défis à plus long terme, nous avons conscience que le chemin qui reste à parcourir d'ici la reprise est encore long. Chez CDC, nous avons déjà engagé des mesures sur le volet « reconstruire » de notre action, avec l'approbation de plus de 250 millions de dollars de nouveaux investissements ces derniers mois. Nous avons aussi réaffirmé notre engagement auprès des pays où nous investissons. Dans le même temps, nous avons réfléchi aux conséquences de la pandémie dans nos domaines d'intervention stratégiques, notamment l'égalité des sexes et le changement climatique. Nous savons que les effets du Covid-19 ont été particulièrement ressentis chez les femmes. Selon les estimations de McKinsey, le risque pour une femme de perdre son emploi du fait de la pandémie est près de deux fois plus élevé que celui encouru par un homme. Souvent, les femmes travaillent aussi dans des secteurs plus susceptibles que d'autres de subir les bouleversements négatifs liés au Covid-19, et elles occupent des emplois informels faiblement qualifiés et mal rémunérés, avec des risques plus importants de perte d'emploi et de revenus. La pandémie a également exacerbé certaines difficultés préexistantes auxquelles les femmes sont confrontées sur le marché du travail, notamment celles que doivent affronter les femmes entrepreneures pour accéder au capital, ou la faible proportion de femmes dans les postes de direction.

CONCLUSION ▼

Si nous sommes incontestablement fiers de ce que nous avons pu accomplir jusqu'ici, nous savons aussi qu'il reste encore beaucoup à faire. Notre approche, qui consiste à apporter la liquidité indispensable par le biais d'intermédiaires financiers, devra vraisemblablement être maintenue dans

C'est la raison pour laquelle il est essentiel que les IFD travaillent ensemble à favoriser une reconstruction des entreprises et de l'économie plus favorable aux femmes. Nous avons collectivement appelé à ce que les investisseurs prennent davantage en compte la thématique du genre dans leur approche, à la fois dans les réponses immédiates apportées à la crise et dans les solutions de plus long terme. Cela implique notamment une collaboration avec les intermédiaires financiers pour favoriser l'accès des femmes aux financements, mais aussi la défense et la promotion d'un solide réservoir de talents féminins dans l'ensemble de la population active. Nous savons qu'aider les entreprises à devenir résilientes ne consiste pas seulement à leur permettre de survivre aux prochaines pandémies. Cela consiste aussi à bâtir des entreprises qui sauront résister aux effets du changement climatique et à soutenir les économies dans leur transition vers le « zéro émission nettes ».

Pour CDC, cela implique trois choses. Premièrement, assurer que notre portefeuille d'investissements atteigne des émissions nettes de zéro à l'horizon 2050, et restreindre nos investissements aux seules entreprises permettant à l'économie d'un pays de remplir cet objectif de neutralité carbone, d'ici 2050. Deuxièmement, soutenir une transition juste de l'économie vers la neutralité carbone, en mettant la création d'emplois décents et le développement des compétences aux avant-postes du changement – toutes choses qui devraient avoir la pleine attention des gouvernements au sortir de la crise du coronavirus. Et enfin, parce que nous savons que les pays d'Afrique et d'Asie du Sud où nous investissons sont particulièrement vulnérables aux conséquences du changement climatique, renforcer l'adaptation et la résilience des secteurs d'activité, des communautés, des entreprises et des individus à ces paramètres.

REPÈRES CDC

CDC est l'investisseur d'impact du Royaume-Uni, une institution de financement du développement forte de plus de 70 ans d'expérience et de réussites dans le soutien à la croissance durable et pérenne d'entreprises en Afrique et en Asie du Sud. Ardent défenseur des Objectifs de développement durable des Nations unies, CDC investit en particulier dans des entreprises engagées dans la lutte contre le changement climatique, l'autonomisation des femmes et la création de nouveaux emplois et opportunités, au bénéfice de millions d'individus. L'institution a investi à ce jour dans plus de 1200 entreprises. Son actif net s'élève à 6,4 milliards de livres sterling et son portefeuille à 4,7 milliards de livres sterling.

les années à venir. Nous continuerons de jouer fermement notre rôle, à un moment charnière où les investisseurs commerciaux se retirent, afin que, sur le long terme, les entreprises et les économies soient à même de se reconstruire de la meilleure façon possible. ■

Soutenir l'initiative privée dans les pays fragiles : quel rôle pour les institutions financières de développement ?

📖 Sébastien Fleury, Directeur « Investir en environnement complexe », Proparco

Dans les pays fragiles, la création d'emplois privés est un levier de sortie de crise. Dans des contextes difficiles, l'accompagnement des entrepreneurs locaux par les institutions financières de développement (IFD) doit dépasser le financement de l'investissement et s'attaquer aux facteurs freinant l'entrepreneuriat. Proparco, avec d'autres IFD, appuie désormais la création de filières. La stratégie vise à mettre l'entrepreneur au cœur de l'action coordonnée des bailleurs, pour soutenir l'ensemble de la chaîne de valeur – du producteur au client, en passant par le transformateur.

UN ARTICLE DE
📖 SÉBASTIEN FLEURY

Directeur « Investir en environnement complexe »,
Proparco

Sébastien Fleury a rejoint l'Agence française de développement (AFD) en 2003, d'abord à la direction financière, puis à la direction des risques, où il suivait le portefeuille non souverain de l'AFD. De 2013 à 2016, il a été représentant de Proparco en Asie du Sud puis, à son retour à Paris, il a pris la direction du réseau international de Proparco et des partenariats avec les institutions financières de développement (IFD) européennes. Depuis 2019, il anime et coordonne les activités de Proparco dans les pays fragiles et les environnements complexes.

Deux milliards de personnes dans le monde vivent dans des pays où le développement est entravé par des crises, des conflits ou des violences. Et les prévisions ne sont guère optimistes : la proportion des régions connaissant une concentration d'extrême pauvreté – terreau fertile des situations de conflits – devrait bondir d'ici 2030, passant de 17 % actuellement à près de 50 %. Selon l'OCDE¹, les pays fragiles vont, si aucune action n'est entreprise, concentrer 80 % de la pauvreté à horizon 2030, et seront alors

à l'origine de la plupart des crises humanitaires, sanitaires, sécuritaires et environnementales.

Comme le rappelle l'économiste britannique Paul Collier², directeur du Centre d'étude des économies africaines à l'université d'Oxford, « plus un pays est prospère moins il est fragile » – et de rajouter que l'activité des entreprises est « le principal moteur de la croissance économique [de ces pays]... Hélas, la fragilité de certains pays décourage les entreprises de s'y implanter ».

DIFFICULTÉS DES IFD DANS LES PAYS FRAGILES

Proparco est convaincue, à l'instar de Paul Collier, que l'emploi et une répartition juste des richesses renforcent la résilience des sociétés et limitent l'apparition de situations de crises. Les IFD, par leur connaissance des entrepreneurs, peuvent les appuyer pour créer des emplois durables.

Les institutions financières de développement ont toujours contribué aux financements du secteur privé dans les pays fragiles³. Cependant, au regard des enjeux, cette contribution et les impacts obtenus méritent de passer à une autre échelle. De nouvelles approches adaptées à ces environnements spécifiques doivent pour cela être imaginées, en plus des

1 • *States of Fragility 2018*. Paris : OCDE. En ligne : https://www.oecd.org/dac/conflict-fragility-resilience/docs/OECD%20Highlights%20documents_web.pdf.

2 • *Le secteur privé dans les pays fragiles : quel est le rôle des IFD*. Tribune de Paul Collier. Paris : Proparco, 2017. En ligne : <https://www.proparco.fr/fr/le-secteur-prive-dans-les-pays-fragiles-quel-est-le-role-des-dfi>.

3 • En 2018, le montant investi par les IFD dans les pays fragiles a été estimé par la Banque mondiale à 1,8 milliard de dollars.



produits que les IFD proposent traditionnellement. Les pays fragiles ont souvent des marchés de petites tailles, fractionnés, marqués par des ruptures logistiques et par le manque de main d'œuvre qualifiée. Leur système de régulation est souvent très complexe et le politique intervient fréquemment dans la sphère économique. Enfin, ces pays sont particulièrement exposés aux risques climatiques. Face à tous ces facteurs, le cadre d'appétence aux risques des IFD n'est pas correctement adapté, ce qui limite les transactions. De plus, les objectifs de volumes d'activité et de rentabilité créent certes de l'impact mais ne favorisent pas les interventions dans ces contextes difficiles. L'investissement humain et financier nécessaire à chaque transaction est en effet important au regard des produits perçus sur de petits montants risqués. Le succès des interventions des IFD dans les pays fragiles repose donc sur

un travail d'amélioration de l'environnement des entreprises et la création de filières, ainsi que sur un aménagement du modèle économique des IFD pour créer des capacités à investir spécifiquement adaptées.

Afin de contribuer au développement des tissus économiques dans les pays fragiles, le Groupe AFD a décidé d'investir dans une approche intégrée par filière et a confié à Proparco, sa filiale dédiée au secteur privé, le soin de mettre en œuvre cette stratégie. L'objectif de Proparco est de déployer chaque année 200 millions d'euros, en moyenne, dans les pays frontières (principalement situés en Afrique, Moyen-Orient et Haïti), et de mener en parallèle des actions visant à favoriser l'émergence de marchés et de filières dans les pays les plus fragiles.

APPUYER LA CRÉATION DE FILIÈRES

Soutenir l'émergence de filières, certes, mais il reste à sélectionner le bon candidat. La priorité donnée à l'emploi oriente le choix vers les filières agricoles, qui sont les principaux gisements d'emplois dans les pays fragiles. Pour ce faire, Proparco propose de se concentrer sur un acteur industriel clef d'une chaîne de valeur pour structurer l'ensemble de la filière : de l'amont (les approvisionnements en matières premières) aux débouchés commerciaux. En complément, Proparco se concentre sur les facteurs de frein au développement des entreprises de la filière, lesquelles ont difficilement accès aux financements et à l'énergie (notamment dans les zones rurales non desservies par le réseau électrique national).

Un projet pilote de cette nouvelle approche est en cours de financement au Mali et au Burkina-Faso, où Proparco finance une étude sectorielle concernant huit filières agricoles (fourrage, lait, maïs, niébé, halieutique, etc.). Cette analyse va permettre de sélectionner une à deux filières pour chacun des deux pays, et de définir des plans d'actions afin d'appuyer les entrepreneurs privés de ces chaînes de valeur agricoles.

Seulement, sur des sujets aussi vastes, Proparco ne peut travailler seule. Elle opère avec la Société financière internationale (SFI), l'AFD - qui partage son expertise dans les domaines agricoles - et les banques nationales de développement, comme la Banque nationale du développement agricole (BNDA) au Mali. À ces partenaires, s'ajoutent bien sûr les États qui investissent eux aussi dans les filières.

Cette stratégie d'intervention ciblée dans les pays fragiles fait évoluer l'approche des IFD et nécessite des moyens nouveaux, qu'ils soient humains (notamment dans les pays d'intervention) ou financiers. L'État français soutient la démarche du Groupe AFD en lui accordant une facilité pour lancer cette initiative dans les pays fragiles. Cette ressource permet de financer des études nécessaires à la création de filières, de travailler sur le cadre juridique local, d'amorcer des projets en réduisant les coûts pesant sur les entrepreneurs locaux (coûts de développement, par exemple) et de venir en appui au renforcement des entreprises par le biais d'une assistance technique.



UN « PACK IFD » À L'ÉCOUTE DES BESOINS LOCAUX

Le rôle que doivent jouer les entrepreneurs pour contribuer au développement de leur pays fait aujourd'hui consensus parmi les banques publiques de développement et les IFD. Les implications que cela aura sur les approches et les outils des IFD, sur leurs modèles économiques mais aussi sur les nouveaux espaces de coopérations qui sont désormais nécessaires, font dire à Paul Collier que

« les pays fragiles assureront l'avenir de l'aide au développement ».

Le Groupe AFD a étudié, avec l'appui de son réseau, les conditions de réalisation de ces programmes visant à la création d'emplois à travers l'approche filière. Quelques constats émergent qui guideront l'action de Proparco dans les prochains mois.

LA BONNE GOUVERNANCE PUBLIQUE, INDISPENSABLE TERREAU DE L'INVESTISSEMENT

Dans les pays fragiles, la sphère politique est fortement impliquée dans le monde économique. De ce fait, des conflits d'intérêts peuvent émerger chez les décideurs politiques qui conduisent à favoriser telle corporation, tel secteur ou telle entreprise au détriment de l'intérêt collectif. Au-delà, la mainmise du politique sur l'économie limite les aspirations entrepreneuriales et la volonté d'investir. Par manque de moyens, les infrastructures ainsi

que la formation sont insuffisantes pour accompagner la croissance des entreprises. Ces éléments sont bien connus mais ils font toujours obstacle au développement de marchés et à la création d'emplois dans l'économie formelle. Le dialogue nécessaire entre l'État et les acteurs des filières doit bénéficier de l'appui des banques publiques de développement (BPD) et des IFD.



Des partenariats d'une intensité nouvelle : le MoU entre la SFI et Proparco

Ces évolutions et cette nouvelle stratégie consistant à soutenir des filières sont au cœur du Memorandum of Understanding (MoU) signé entre la Société financière internationale (SFI) et Proparco en avril 2019. Cet accord vise à mieux partager et mieux coordonner les interventions des deux institutions dans les pays fragiles, et en particulier au « G5 Sahel » et en République démocratique du Congo (RDC) – qui ont été désignés comme pays pilotes. Les domaines de collaboration renforcée portent notamment sur le partage d'informations, la coordination des stratégies, l'identification et le cofinancement de projets de développement. Cet accord renforce l'efficacité des interventions des deux IFD sur le terrain, et vise également à coordonner les actions sur le tissu économique avec les interventions de leurs deux groupes respectifs auprès des acteurs publics.



RÔLE DES IFD AU SEIN DES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT (BPD)

Ce travail de renforcement ou de création de filières, les BPD y travaillent depuis longtemps aux côtés des États. C'est le cas par exemple de la BNDA au Mali. Impliquée depuis quarante ans dans le financement de la chaîne de valeur du coton, cette banque souhaite renforcer son soutien au monde agricole en adoptant également cette approche sur d'autres filières, notamment celles de la gomme arabique, du karité, de l'anacarde, ou encore de la mangue. Au-delà des financements classiques des crédits de campagne, la BNDA soutient les investissements dans la logistique et dans les outils de transformation du secteur agricole. Cet intérêt pour l'industrie des transformations est appuyé par des refinancements de la part des bailleurs comme l'AFD et la KfW qui orientent également le secteur agricole vers des solutions plus durables (petits équipements fonctionnant aux énergies renouvelables, comme les motopompes solaires et les biofertilisants), plus féminines et vers des

zones plus compliquées (via des outils de partage de risque). Ce soutien fort au secteur agricole des BPD est très proche des actions des IFD, en cours sur les chaînes de valeurs.

En utilisant les mêmes outils de refinancement et de partage des risques, les IFD sont à même de soutenir les banques privées qui soutiennent le monde agricole formel et la microfinance qui intervient auprès du secteur informel, complétant ainsi l'intervention publique. La valeur ajoutée des IFD réside également dans leur capacité à identifier et à soutenir directement les acteurs structurants d'une filière et à les appuyer en amont (financement des intrants), et en aval (commercialisation) de la filière. La convergence d'approches et la mise à disposition des mêmes outils pour l'ensemble des acteurs publics ou privés démontrent bien la complémentarité des IFD et des banques de développement.

REPÈRES PROPARCO

Proparco intervient depuis plus de 40 ans en faveur du développement durable en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Moyen-Orient. Filiale de l'Agence française de développement (AFD) dédiée au secteur privé, Proparco finance des entreprises et des institutions financières, et les accompagne dans la maîtrise des impacts de leur activité. En 2019, Proparco a engagé 2,5 milliards d'euros de financements, concentrés sur les secteurs clés du développement : les infrastructures, notamment les énergies renouvelables, l'agro-industrie, les institutions financières, la santé et l'éducation.

IL N'Y A PAS DE MOUTONS À 5 PATTES DANS LES PAYS FRAGILES !

Dans les contextes de tensions ou de conflits, il est primordial que l'intervention d'une IFD ne crée pas davantage de problèmes qu'elle n'en résout – favoriser une communauté au détriment d'une autre par exemple. Les financements s'accompagnent donc en amont d'analyses poussées, qui permettent de vérifier précisément le contexte d'un projet. L'approche sensible aux conflits est développée par certains bailleurs comme l'AFD ou la Banque mondiale et conduit à écarter des initiatives génératrices d'inégalités entre communautés.

Dans ces contextes particuliers, faut-il soutenir l'entrepreneur qui avance plus vite que les autorisations administratives, ou soutenir celui qui obtient très vite ces autorisations ? Faut-il investir dans cette industrie de transformation agricole qui aujourd'hui ne suit pas les standards environnementaux et sociaux européens ou ne pas investir dans la filière ? Faut-il refinancer l'institution de microfinance qui travaille en zone de conflits auprès des paysans, sans maîtriser complètement le bénéficiaire final de ces prêts ? Autant de questions qui se posent sur le terrain et qui sont toujours ouvertes.

CONCLUSION ▼

En s'appuyant sur le savoir-faire des banques publiques de développement et en reprenant leur approche de création de marchés, les IFD souhaitent apporter leur valeur ajoutée, liée à leur bonne connaissance des entrepreneurs, pour favoriser la création d'emplois.

Cette approche nécessite la mobilisation d'acteurs qui, jusqu'ici, ne se fréquentaient pas beaucoup : les États, les acteurs économiques privés et les entrepreneurs, les banques publiques de développement, et les IFD. ■

Le nouveau modèle de mesure d'impact conçu par Cofides

👉 José Luis Curbelo, Directeur général, Cofides

L'impact investing progresse partout dans le monde, tandis que la pénurie budgétaire généralisée exige des institutions financières publiques qu'elles puissent rendre compte de leur action. Dans ce contexte, il est essentiel de mettre en place des moyens efficaces pour mesurer l'impact du secteur privé en matière de financement du développement. Le nouveau modèle de mesure d'impact (MIP) conçu par Cofides a pour ambition d'améliorer la responsabilité dans nos mandats institutionnels, et d'apporter transparence, crédibilité et discipline au marché de l'investissement d'impact.

UN ARTICLE DE

👉 JOSÉ LUIS CURBELO

Directeur général, Cofides

José Luis Curbelo est président et directeur général de Cofides depuis juillet 2018. Avant cette nomination, il a occupé différents postes : vice-président aux stratégies de développement et politiques publiques, et économiste en chef à la Corporation andine de développement (CAF) pour l'Amérique latine ; directeur général de l'Institut basque de compétitivité (Orkestra) ; responsable du développement des petites entreprises pour le compte du Fonds multilatéral d'investissement (FOMIN) à la Banque interaméricaine de développement (BID). Il est titulaire d'un doctorat de l'université de Californie à Berkeley et d'un master de l'université du Wisconsin à Madison. Il a également suivi plusieurs cursus dans d'autres universités, dont Harvard.

Comment définir au mieux l'*impact investing* (investissement d'impact) et pourquoi ce type d'investissement a-t-il autant gagné en pertinence ces dernières années ? La réponse à ces questions explique sans doute pourquoi, chez Cofides, nous avons récemment décidé de concevoir et d'appliquer notre propre modèle de mesure d'impact.

L'*impact investing* doit produire une rentabilité financière, des résultats au niveau environnemental et des effets sociétaux vertueux. Pour le dire simplement, il se situe à la croisée de la philanthropie et de l'investissement commercial classique.

Dans le contexte des contraintes budgétaires actuelles, au moment où les économies dévelop-

pées accumulent des milliers de milliards de dollars d'endettement public, le financement pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) ne peut être assuré par les seules ressources publiques. Les Nations unies ont ainsi calculé que le déficit d'investissement dû à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 atteindrait les 2 500 milliards de dollars.

En mai 2019, Cofides a adhéré à l'initiative « Principes opérationnels pour la gestion d'impact » lancée par la Société financière internationale (SFI). Cofides est ainsi devenu l'un des 60 premiers investisseurs à adopter des normes de marché visant à produire des effets positifs sur la société, en même temps que des rendements financiers, et ce avec transparence et discipline.

L'INITIATIVE IMPACT FORUM

Depuis plus d'un an maintenant, l'initiative *Impact Forum* (*Foro Impacto*) se met en place en Espagne au niveau national. Cette initiative du secteur privé, soutenue par Cofides, encourage la coopération entre les acteurs économiques des secteurs public et privé, et associe la société civile. L'un des principaux objectifs de la démarche consiste à développer et consolider en Espagne un véritable écosystème de l'investissement d'impact.

Compte tenu du caractère ambitieux des objectifs assignés aux politiques nationales et internatio-

nales, il existe un besoin évident d'outils efficaces permettant de rendre compte de l'utilisation des ressources, pour les institutions publiques comme pour les acteurs financiers. Dans le cas des institutions financières de développement (IFD) nationales, cette évaluation peut s'avérer particulièrement délicate. En effet, pour évaluer le rôle du secteur privé et sa contribution aux ODD, il faut disposer de méthodologies performantes et uniformisées. Les IFD doivent donc parvenir à une définition consensuelle de méthodologies et de normes comparables entre elles.



Dans le cadre de cette stratégie globale, Cofides s'est dotée en 2020 d'un tout nouveau modèle d'impact, adapté à ses propres besoins et objectifs. L'outil de mesure d'impact MIP a notamment vocation à aligner la performance et les résultats des investissements sur les objectifs stratégiques de Cofides.

Les valeurs d'entreprise de Cofides, reflétées dans son Plan stratégique 2019-2021, ont pour principaux piliers le développement durable, l'impact et l'engagement en faveur des ODD des Nations unies. En conséquence, Cofides s'engage sur l'aspect socialement, écologiquement et économiquement responsable de tous ses investissements. Dans le contexte espagnol, on parle volontiers à cet égard de « standards Cofides ».

“ L'impact investing doit produire une rentabilité financière, des résultats au niveau environnemental et des effets sociétaux vertueux. Pour le dire simplement, il se situe à la croisée de la philanthropie et de l'investissement commercial classique. ”

NOUVEL OUTIL DE MESURE D'IMPACT

La nécessité de concevoir un outil de mesure d'impact avait deux raisons principales : l'absence d'un cadre de référence permettant de mesurer, de façon comparable et homogène, l'impact sur les ODD des différents investissements structurés par Cofides – et ce quelle que soit l'origine de leur financement¹ ; la volonté d'uniformiser les divers outils de mesure utilisés jusque-là par notre organisation et qui, malgré leurs fondements communs, ne permettaient pas la comparaison ni la consolidation des données au niveau de l'ensemble du portefeuille.

MIP représente un pas de plus dans la mise en œuvre des « Principes opérationnels pour la gestion d'impact » de la SFI, en l'occurrence sur les principes 4, 5 et 6, qui prévoient : l'analyse, selon une approche systématique, de l'impact attendu pour chaque investissement ; l'identification, le traitement, le suivi et la gestion des effets négatifs potentiels de l'investissement ; et le suivi des progrès de chaque investissement en comparant l'impact obtenu à l'impact attendu.

L'outil MIP sera également à même d'uniformiser les mesures d'impact pour toutes les activités conduites par Cofides dans le cadre de son mandat de « politique duale » (d'une part l'internationalisation des entreprises espagnoles à l'étranger, d'autre part l'aide au développement sur les marchés émergents et économies bénéficiaires des investissements).

MIP intégrera *ex-ante* des références initiales et des objectifs de résultat. La méthodologie s'appuie sur un ensemble d'indicateurs clé de performance (KPI), regroupés en cinq catégories selon leurs objectifs d'impact : emploi, environnement, revenu intérieur, développement du marché, inclusion sociétale et thématique du genre. Ces indicateurs sont alignés sur les meilleures pratiques identifiées ainsi que sur des méthodologies et initiatives sectorielles spécifiques – HIPSO, IRIS+ ou 2X Challenge, notamment – adoptées par la plupart des EDFI, dont Cofides.

J'ai le plaisir d'annoncer que ce nouvel outil est d'ores et déjà une réalité, dont l'ambition est d'apporter davantage de transparence, de crédibilité et de discipline au marché de l'investissement d'impact. ■

REPÈRES COFIDES

En tant qu'institution financière de développement, Cofides s'efforce de promouvoir l'internationalisation de l'économie et des entreprises espagnoles et de contribuer au développement durable des pays en développement et émergents. Cofides finance des projets d'investissements privés viables dans les marchés émergents et les économies en développement. Cofides est une entité accréditée pour la gestion indirecte du budget de l'Union européenne et est également accréditée auprès du Green Climate Fund (GCF). Elle est membre fondateur de EDFI, l'association des institutions financières européennes de développement.

1. Cofides structure et gère des opérations, financées non seulement par ses fonds propres, mais aussi par ceux de tiers (les plus importants sont FLEX, FONPYME et FONPRODE, fonds de l'Agence espagnole de coopération au développement, AECID).

Mobiliser les capitaux du secteur privé en faveur des ODD

📁 Søren Peter Andreasen, Directeur général, EDFI

La mobilisation des investisseurs privés est essentielle à la réalisation des ODD. Comment les institutions financières de développement (IFD) parviennent-elles à orienter le capital privé vers le développement, et comment pourraient-elles accroître leur capacité de mobilisation ? Les IFD européennes jouent déjà un rôle clé à travers le partage des risques, leurs comportements pionniers, la validation des projets et le partage des connaissances, en prenant appui sur leur propre capital pour susciter l'investissement privé. Davantage d'innovation pourrait leur permettre d'aller encore plus loin.

UN ARTICLE DE
📁 SØREN PETER
ANDREASEN

Directeur général, EDFI

Avant de rejoindre EDFI en 2016, Søren Peter Andreasen a travaillé pendant 15 ans dans l'univers du conseil, en tant que spécialiste du développement, du financement et de l'investissement dans les pays émergents. Il est titulaire d'un master en politiques publiques de l'université d'Harvard. Il a débuté sa carrière auprès du secrétariat des Nations unies, à New York, avant de rejoindre McKinsey & Company à Copenhague. Par la suite, il a fondé le cabinet de conseil Dalbeeg Global Development Advisors.

Pour atteindre les Objectifs de développement durable (ODD), des milliers de milliards de dollars d'investissement sont nécessaires.

Malgré son augmentation, il est clair que l'offre de financements provenant des institutions financières de développement et des banques multilatérales de développement (BMD) ne suffira pas à couvrir les besoins dans les pays à revenus faibles et intermédiaires. Ce constat est acté dans l'ODD 17 (« Partenariats pour la réalisation des objectifs »), dont les ambitions soulignent la nécessité de « mobiliser en faveur des pays en développement des ressources financières sup-

plémentaires de provenances diverses », au-delà donc des États et autres acteurs traditionnels du financement du développement.

Le secteur privé constitue, en matière de développement, une source de capital sous-utilisée, dont le pouvoir de transformation est pourtant bien réel. La mobilisation des capitaux du secteur privé constitue donc l'une des principales contributions des IFD aux ODD, au cœur de ce qui fait toute la spécificité de leur offre.

“ *Le secteur privé constitue, en matière de développement, une source de capital sous-utilisée, dont le pouvoir de transformation est pourtant bien réel.* ”

Les trois principaux éléments de l'investissement des IFD ▼



Source : EDFI

UN CATALYSEUR POUR LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PRIVÉ

Un certain nombre de défis attendent les investisseurs privés en quête d'opportunités sur les marchés émergents et les marchés en développement. Certaines de ces difficultés se situent en dehors du champ de l'investissement, au niveau politique ou macro-économique. Cela dit, le principal obstacle est bien souvent l'absence d'exemples convaincants : projets réussis, investissements au profil de risque acceptable ou opportunités de co-investissement.

C'est à ce titre que le financement du développement peut intervenir comme un catalyseur. Comme cela a été décrit dans le récent rapport *Mobilisation of Private Finance*, conjointement rédigé par un ensemble d'IFD et de BMD, l'investissement pour le développement peut catalyser les flux de capitaux privés de plusieurs façons : en participant à l'évaluation et à la structuration de projets d'investissement de qualité ; en contribuant à atténuer les risques, réels et perçus, liés à des investissements susceptibles d'avoir des effets favorables sur le développement ; en mobilisant au profit du

développement des ressources émanant à la fois des investisseurs traditionnels et de nouvelles sources commerciales de financement, et en co-investissant à leurs côtés ; enfin, en développant de nouveaux instruments financiers pour débloquer des flux additionnels de financement.

Les IFD européennes partagent une même vision quant à l'alignement des flux d'investissement privé sur les ODD et sur les objectifs de l'Accord de Paris sur le climat. Et elles ont déjà obtenu des résultats en la matière. Pour donner une idée des montants en jeu, les 15 IFD bilatérales réunies au sein de l'association EDFI font état, pour l'année 2018, d'un total de 8 milliards de dollars de nouveaux engagements de leur part, qui s'accompagnent de 10 milliards de dollars de cofinancements mobilisés pour ces mêmes investissements auprès du secteur privé. À ces chiffres s'ajoutent 12 milliards de dollars de ressources intérieures mobilisées la même année sous forme de recettes fiscales et de commissions, versées à leurs gouvernements res-



REPÈRES EDFI

EDFI soutient le travail de 15 institutions européennes de financement du développement qui investissent dans le secteur privé de marchés émergents et en développement, avec pour objectif la création d'emplois, la croissance, et la lutte contre la pauvreté et le changement climatique. Depuis la création d'EDFI en 1992, ses membres ont investi dans environ 15 000 projets. Ils gèrent aujourd'hui un portefeuille cumulé de 46 milliards d'euros d'investissements dans les services financiers, les énergies propres, l'industrie et de nombreux autres secteurs, dans plus d'une centaine de pays. Une part importante de la mission d'EDFI consiste à favoriser la coopération financière entre ses membres et avec les institutions de l'Union européenne. EDFI a constitué à cet effet l'entité EDFI Management Company, ainsi que plusieurs facilités de financement conjointes.

petifs par des entreprises que soutiennent les EDFI dans des pays à revenus faibles ou intermédiaires. Ces montants illustrent bien le poids de l'effet de levier dans l'action des IFD. Mais on attend des EDFI qu'elles fassent encore davantage, en développant de nouvelles stratégies pour augmenter les cofinancements privés et la mobilisation des ressources intérieures.

Une composante importante de cette action mobilisatrice consiste à assurer que, pour les IFD, une priorité (en l'occurrence, la mobilisation) ne vienne pas interférer avec une autre (à savoir, l'additionnalité). Cela peut arriver par exemple lorsqu'une tarification « concessionnelle » (à conditions très préférentielles) est appliquée dans le but de favoriser le développement, mais avec pour conséquence collatérale l'éviction des investisseurs privés, qui sortent du marché au détriment d'une efficacité à

plus long terme. C'est pourquoi les IFD européennes ont toujours veillé à l'installation de garde-fous, avec notamment l'adoption de leurs « Principes renforcés pour le financement concessionnel mixte », qui prônent les meilleures pratiques de mobilisation en matière de financement mixte (*blended finance*). EDFI travaille aussi en étroite collaboration avec des institutions du secteur privé, par exemple au travers de l'initiative *Climate Finance Leadership*, afin de mieux comprendre les besoins et priorités de l'investisseur privé au moment d'examiner ses options dans un pays en développement. L'objectif est de rendre l'*impact investing* plus crédible et plus accessible, afin de favoriser en premier lieu les évolutions du marché susceptibles d'attirer les plus grandes quantités de capital, sous toutes ses formes.

LES FACILITÉS DE FINANCEMENT INNOVANTES OUVERT LA VOIE

Un autre aspect essentiel des efforts entrepris par EDFI pour mobiliser le capital (en mettant l'accent sur l'atténuation du risque, le développement du marché et une coordination fluide entre les institutions), concerne les facilités de financement innovantes permettant aux IFD d'investir davantage, d'aller plus loin sur les marchés à risque et de mobiliser plus de capital privé. Ces facilités combinent le financement mixte avec l'approche IFD « classique », pour offrir une gamme de produits permettant de mobiliser du capital à différents stades de maturité d'un projet et à plusieurs niveaux de risque. Parmi les exemples de facilités de financement conjoint mises en place par les IFD européennes ces dernières années, notons en particulier :

- Les facilités de développement d'un marché, qui s'orientent vers des secteurs appelés à devenir des vecteurs essentiels du soutien aux ODD, mais qui ne sont pas encore suffisamment matures pour attirer dès à présent des investissements commerciaux au niveau requis. Ces secteurs, comme les énergies renouvelables ou le financement des petits exploitants agricoles, présentent d'extraordinaires avantages sociaux, économiques et environnementaux, mais n'ont pas accès aujourd'hui à des capitaux suffisants. Des facilités comme EDFI ElectriFI et EDFI AgriFI procurent aux entreprises privées en phase de démarrage, situées dans des pays en développement, un financement en fonds propres ou en dette à long terme – créant ainsi de futures opportunités d'investissement, aussi bien pour les DFI que pour le secteur privé. Ces fonds ont déjà amélioré l'existence de millions de personnes en leur permettant d'accéder à une énergie propre, à un financement ou à des intrants agricoles.
- Les facilités de cofinancement comme EFP et ICCF, conçues pour des investissements exigeant des montants élevés de capital et pouvant être financés à des conditions de marché. Ces facilités stimulent la coopération financière entre les IFD bilatérales européennes, l'Agence française de développement (AFD) et la Banque européenne d'investissement (BEI), avec à la clé la capacité pour les IFD d'investir davantage et de diversifier les risques selon un processus de co-investissement rapide et extrêmement efficace, chaque institution pouvant s'appuyer sur le travail des autres.
- Les facilités de partage du risque, imaginées pour des investissements perçus comme trop risqués pour l'investissement commercial. Les dispositifs de partage du risque sont des instruments financiers ciblés, souvent sous forme de garanties. Ils permettent d'améliorer le profil de risque d'un investissement potentiel afin d'attirer de nouvelles sources de capitaux. Ce type



de facilités devrait se développer de manière significative dans les prochaines années – avec le soutien, en particulier, du Fonds européen pour le développement durable (FEDD) mis en place par l'UE – et dans des secteurs tels que le financement climatique, ou le financement des PME et financement en monnaie locale.

En 2016, EDFI a créé EDFI Management Company, une plateforme mutualisée destinée à piloter ce type de facilités de financement. Elle réunit autour de leurs intérêts communs des IFD européennes, des institutions de l'UE et des bailleurs de fonds. EDFI MC gère actuellement un portefeuille de facilités de financement conjoint qui ne cesse de

“ Les IFD européennes partagent une même vision quant à l’alignement des flux d’investissement privé sur les ODD et sur les objectifs de l’Accord de Paris sur le climat. Et elles ont déjà obtenu des résultats en la matière. ”

s'accroître et totalise 1 milliard d'euros environ. De nouvelles initiatives passionnantes sont à l'étude : elles viendront en appui de l'activité existante des IFD et de leurs futurs investissements, notamment en ce qui concerne les priorités de mobilisation.

TRAVAILLER COLLECTIVEMENT POUR UNE MOBILISATION EFFICACE

Les IFD européennes partagent une priorité stratégique commune : accroître la mobilisation, y compris par l'approfondissement de la coopération et le développement de nouvelles structures de partenariats évolutives. Dans une récente étude, les membres d'EDFI ont clairement exprimé le besoin de nouvelles facilités de partage des risques qui leur permettraient d'augmenter leurs investissements dans des secteurs tels que le climat, les énergies renouvelables et l'accès à l'énergie, les services financiers et l'inclusion, l'agriculture, la sylviculture et la biodiversité, ou encore la santé, l'eau et l'assainissement. Ces secteurs offrent également

d'intéressantes opportunités d'investissement pour les capitaux du secteur privé, tout particulièrement dans le contexte de l'épidémie de Covid-19. L'augmentation des investissements exigera un engagement continu des IFD et des bailleurs de fonds, mais les avantages potentiels en matière de mobilisation et d'efficacité du développement sont considérables : les capitaux du secteur privé représentent la meilleure possibilité de collecte des fonds nécessaires pour atteindre les ODD, et le meilleur levier dont disposent les IFD pour démultiplier leur propre impact. ■



Secteur Privé & Développement

Secteur Privé & Développement (SP&D) est une revue trimestrielle destinée à analyser les mécanismes par lesquels le secteur privé peut contribuer au développement des pays en développement. SP&D confronte, à chaque numéro, les idées d'auteurs aux horizons variés, provenant du secteur privé, du monde de la recherche, d'institutions de développement ou de la société civile. Un blog a été lancé dans la continuité de la revue afin d'offrir un espace de réflexion et de débats continu sur le secteur privé et sur le développement.

blog.secteur-prive-developpement.fr

Numéro spécial réalisé en
collaboration avec EDFI

EDFI European
Development
Finance
Institutions

PROPARCO
GROUPE AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT